

2014

# ÉTUDES DE L'IRSEM

Numéro 33

## LA PUISSANCE RUSSE AU MOYEN-ORIENT : RETOUR OU DECLIN INELUCTABLE ?

Clément THERME



## LA PUISSANCE RUSSE AU MOYEN-ORIENT : RETOUR OU DECLIN INELUCTABLE ?

Clément Therme

*Chercheur associé à l'EHESS.*

AVERTISSEMENT

Les opinions émises dans ce document n'engagent que leur auteur.

Elles ne constituent en aucune manière une position officielle du ministère de la défense.

➤ **DERNIÈRES ÉTUDES DE L'IRSEM**

- 32- Les stratégies du *smart power* américain: Redéfinir le leadership dans un monde post-américain  
**Maya Kandel & Maud Quessard-Salvaing (dir.)**
- 31- L'action extérieure de l'Europe à l'épreuve de l'Égypte et de la Corne de l'Afrique  
**Chantal Lavallée**
- 30- Accès aux espaces communs et grandes stratégies: Vers un nouveau jeu mondial  
**Frédéric Ramel**
- 29- États-Unis: Quelle transition stratégique? La politique de défense sous Obama, entre dynamiques internes et évolutions internationales  
**Maya Kandel (dir.)**
- 28- La Turquie au Moyen-Orient: L'apprentissage de la puissance  
**Gilles Riaux (dir.)**
- 27- Réflexions sur la crise libyenne  
**Pierre Razoux (dir.)**
- 26- Francophonie et profondeur stratégique  
**Niagalé Bagayoko & Frédéric Ramel (dir.)**
- 25- Les défis stratégiques africains: La gestion de la conflictualité en Afrique Centrale  
**Amandine Gnanguênon (dir.)**
- 24- Les défis stratégiques africains: Exploration des racines de la conflictualité en Afrique de l'Est  
**Amandine Gnanguênon (dir.)**
- 23- Défense européenne et information des citoyens  
**GCA (2S) Jean-Paul Perruche**

## ➤ PRESENTATION DE L'IRSEM

L'Institut de recherche stratégique de l'École militaire (IRSEM) a pour mission de promouvoir la recherche sur les questions de défense et d'encourager une nouvelle génération de chercheurs. L'ensemble de ses productions et de ses activités peut être suivi sur son site :

@ : [www.defense.gouv.fr/irsem](http://www.defense.gouv.fr/irsem)

 : <http://tinyurl.com/ke3p8l7>

 : @IRSEM1

 : <http://tinyurl.com/nr8qkz8>

➤ **BIOGRAPHIE DE L'AUTEUR**

Clément Therme est chercheur associé au Centre d'Études Turques, Ottomanes, Balkaniques et Centrasiatiques (CETOBaC, UMR 8032) de l'Ecole des hautes études en sciences sociales (EHESS). Il est docteur en Histoire internationale de l'Institut des hautes études internationales et du développement (IHEID) et docteur en sociologie de l'EHESS. Il est l'auteur de *Les relations entre Téhéran et Moscou depuis 1979* (PUF, 2012) et le co-directeur de l'ouvrage *Iran and the Challenges of the Twenty-First Century* (Mazda Publishers, 2013).

## ➤ SOMMAIRE

➤	Biographie de l'auteur .....	5
➤	Synthèse .....	8
➤	<b>Introduction .....</b>	<b>10</b>
➤	<b>La problématique .....</b>	<b>11</b>
➤	<b>La question des sources .....</b>	<b>12</b>
▪	<b>Les principaux éléments explicatifs des perceptions russes du Moyen-Orient.....</b>	<b>14</b>
I.	L'héritage impérial et soviétique.....	16
II.	Les relations entre Moscou et les mondes musulmans .....	19
1.	La guerre d'Afghanistan et la présence de musulmans en Russie .....	19
2.	Le rôle de l'OCS et la rivalité avec les Etats-Unis.....	23
3.	La question du dialogue/choc des civilisations vue de Moscou. Le rôle des acteurs non-étatiques russes : ONG et Eglise orthodoxe de Russie .....	24
III.	La rivalité avec l'Occident.....	28
1.	Russie et Occident : le choc des « valeurs » .....	28
2.	L'opposition russe aux stratégies de changement de régime des chancelleries occidentales	29
3.	La Russie et le principe de la « responsabilité de protéger ».....	30
IV.	La crise syrienne : la grille de lecture de Moscou.....	32
1.	Les minorités chrétiennes .....	32
2.	La question de la montée des tensions confessionnelles sunnites-chiites .....	34
3.	L'émergence d'une entente des puissances non-occidentales autour de la crise syrienne ....	35
▪	<b>La Realpolitik russe au Moyen-Orient.....</b>	<b>40</b>
I.	La Russie face au risque de la prolifération nucléaire au Moyen-Orient .....	40
1.	La doctrine nucléaire russe et le dossier iranien .....	40
2.	Les autres Etats de la région face à la stratégie russe : Turquie, Etats arabes « modérés » et Israël .....	43

II.	La place du Moyen-Orient dans les relations russo-américaines.....	46
III.	La question gazière dans la stratégie régionale de Moscou .....	47
➤	Conclusion : quelles sont les coopérations possibles entre la Russie et l'Occident face aux crises du Moyen-Orient ? .....	48
➤	Bibliographie.....	50

## ➤ SYNTHÈSE

*Mots-clefs : Russie, Moyen-Orient, stratégie alternative, Occident.*

Si une partie des élites occidentales considèrent la Russie comme une menace permanente, force est de constater que la Russie jouit d'une réputation plus nuancée sur le reste de la scène internationale et notamment au Moyen-Orient. La présente étude « La puissance russe au Moyen-Orient : retour ou déclin inéluctable? », propose une analyse hors des sentiers occidentalocentrés. Il est ici question de savoir si la position russe au Moyen-Orient est le fruit de l'échec des néoconservateurs américains ou d'une politique innovante dans la région. La Russie est-elle une puissance par défaut ou un modèle alternatif à la vision occidentale au Moyen-Orient ?

Depuis la chute de l'Union soviétique, on assiste à un retour de la Russie au Moyen-Orient. Loin d'être uniforme, la politique étrangère russe s'est nourrie de la quête inachevée de l'identité russe, identité multiple car à la fois slave, musulmane, asiatique et européenne. Elle porte également un héritage certain des périodes tsariste, soviétique et postsoviétique, marquées tant par des interactions entre les deux espaces, que par les ambitions idéologiques de Moscou. Encore aujourd'hui, il faut bien comprendre le poids de l'héritage de l'orientalisme soviétique qui conduit les élites politiques russes à penser la politique russe dans la zone sous le prisme de la civilisation musulmane.

Ainsi la Russie se présente comme un Etat qui a su créer des ponts avec « les mondes musulmans », où Poutine entend jouer un rôle déterminant. Néanmoins ces relations sont marquées par la menace djihadiste sur le territoire russe (Tchéchénie et Daghestan) et la mémoire de la guerre contre les moudjahidines en Afghanistan. Cette perception est structurante de la politique étrangère russe au Moyen-Orient. Moscou entend participer à la lutte anti-terroriste et éviter toute déstabilisation en Asie centrale, son « étranger proche ». Si cette politique s'inscrit dans le discours post-11 septembre, largement relayé par les occidentaux et participe d'un rapprochement russo-américain, elle révèle une vision diplomatique alternative aux chancelleries occidentales. La Russie invoque un « choc des valeurs » et s'oppose au postmodernisme (démocratie, droits de l'homme) de l'Occident tout comme à l'expansion de l'OTAN sur le territoire de l'ancien espace soviétique

Moscou a des atouts afin de faire valoir son aura stratégique dans la région, à commencer par son farouche attachement au respect des identités nationales et à l'ordre étatique au Moyen-Orient. Ce discours identitaire, ainsi que le rejet de l'interventionnisme, séduit. Le positionnement russe face à la crise syrienne est à comprendre en ce sens, d'autant que la Russie a pour ambition de protéger les minorités chrétiennes en Orient. Cette grille de lecture du conflit met d'ailleurs en lumière une influence de l'Eglise orthodoxe de Russie sur la politique étrangère de Moscou dans la zone. De plus, le conflit en Syrie permet de structurer une nouvelle entente non-occidentale sur laquelle la Russie souhaite exercer son leadership politique. Elle s'articule notamment autour de l'entente avec l'Iran, lui aussi marginalisé au Moyen-Orient dans les années 1990, même si il faut relativiser ce partenariat au vu des divergences qui existent, vis-à-vis d'Israël notamment.

C'est la capacité de dialogue avec tous les acteurs moyen-orientaux qui fonde la stratégie russe dans cette région. Moscou met un point d'honneur à proposer une voie diplomatique

indépendante de l'Occident, ce qui suscite l'intérêt des pays émergents et des Etats non-alignés. Pragmatique, la politique étrangère russe au Moyen-Orient se définit par une stratégie de Realpolitik plutôt que par une politique idéologique. La coopération avec l'Occident semble possible et motivée par le souci d'éviter l'effondrement de l'ordre étatique dans une région instable. En ce sens, Moscou est favorable à plus de multilatéralisme afin de résoudre les crises régionales, notamment face au risque de la prolifération nucléaire. La Russie rejoint même la position occidentale s'agissant du renforcement de l'arsenal juridique existant, même si elle oppose des divergences de forme à Washington. Le Moyen Orient s'avère être une zone charnière dans les relations russo-américaines. Cette connivence russo-américaine au Moyen-Orient s'inscrit dans la recherche d'une stabilisation à l'échelle régionale et elle a, de fait, marginalisée les autres acteurs, en particulier l'Union européenne.

L'approche russe se présente donc comme une stratégie à géométrie variable. Levier ou obstacle au règlement politique des crises, la Russie s'affirme en tout cas comme un acteur incontournable dans la région en proposant des solutions originales aux crises régionales.

## ➤ INTRODUCTION

« Faut-il encore craindre la Russie ? ». C'est la question que pose Hélène Carrère d'Encausse, en 2010, en introduction de son ouvrage sur la Russie postsoviétique<sup>1</sup>. Cette question est pertinente à partir du moment où l'on renverse notre regard occidental vers le Moyen-Orient. En effet, si une partie des élites occidentales, en particulier le courant idéologique des néoconservateurs, considère la Russie comme une menace permanente<sup>2</sup>, force est de constater que la perception de la Russie dans le reste du monde est plus nuancée. Au Moyen-Orient, la Russie entretient des relations diplomatiques avec l'ensemble des acteurs étatiques régionaux même si la crise syrienne a contribué à creuser les divergences entre Moscou et les pétromonarchies du Golfe.

Le retour de la Russie au Moyen-Orient est évoqué de manière récurrente depuis la chute de l'Union soviétique en 1991. Après une décennie de retrait en lien avec la crise politique, sociale et économique que traverse la Russie pendant les années 1990, on assiste à de nouvelles manifestations de la puissance russe au Moyen-Orient, en particulier depuis l'échec de l'intervention militaire américaine en Irak en 2003. Cette affirmation de la politique étrangère russe au Moyen-Orient se construit d'abord autour d'une doctrine diplomatique cohérente et réaliste. C'est à partir d'une posture politique « pragmatique »<sup>3</sup> que la Russie a construit, dans un premier temps et avec un succès certain, son retour sur la scène diplomatique moyen-orientale. Le Moyen-Orient est intégré au sein du domaine « monde musulman » qui est l'un des grands ensembles parmi lesquels le président Poutine estime que la Russie a un rôle à jouer<sup>4</sup>. Cette intégration de la diplomatie régionale du Kremlin dans une stratégie globale en direction du monde musulman s'explique d'abord par la perception des élites politiques russes d'une organisation du monde post-Guerre froide suivant un schéma de type « choc des civilisations ».

Cette stratégie russe inclut désormais un discours sur le retour à la « tradition » et la nécessité de préserver et de respecter les identités nationales sur la scène internationale. Ce discours identitaire de l'Etat russe séduit au Moyen-Orient car il s'accompagne d'une invocation quasi-systématique du respect de la « souveraineté nationale » et d'un rejet des « ingérences étrangères ». Cette rhétorique diplomatique est également saluée par les pays émergents même si, sur la scène intérieure russe, ce retour à la tradition ne fait pas l'unanimité<sup>5</sup>.

---

<sup>1</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, Paris, Fayard, 2010, p. 14.

<sup>2</sup> Sur la question de la construction sociale, en Russie, de la « russophobie » de l'Occident. Voir Valentina Fekyunina, « Constructing Russophobia » in Ray Taras (ed.), *Russia's Identity in International Relations*, London/New York, Routledge, 2013, pp. 91-109.

<sup>3</sup> « La diplomatie active retrouve sa place sur l'échiquier mondial », *RIA Novosti*, 11 décembre 2013.

<sup>4</sup> Les autres grands ensembles sont, entre autres, les Etats-Unis, la région Asie-Pacifique, avec comme acteur central la Chine, et l'Europe. Intervention d'Andrei Gratchev, ancien porte-parole et conseiller du président Gorbatchev au colloque international « Russie – Union Européenne. Union Européenne – Russie », Université de Savoie, Annecy, 14 décembre 2013.

<sup>5</sup> Jean Radvanyi, « La croisade identitaire de Vladimir Poutine. Une société russe plus ouverte que son chef », *Le Monde*, 25 décembre 2013.

Dans le cas de la diplomatie russe au Moyen-Orient, cette question des « valeurs » est notamment mise en avant pour justifier la défense et la protection des minorités chrétiennes menacées par les djihadistes sunnites en Irak ou en Syrie. La crainte de voir disparaître les chrétiens d'Orient est notamment un élément de langage de la diplomatie russe pour défendre le régime de Bachar al-Assad. Enfin, l'une des dernières raisons pour justifier la position russe dans la crise syrienne est le lien entre les bouleversements géopolitiques au Moyen-Orient et la situation géopolitique au Caucase.

## ➤ LA PROBLEMATIQUE

Notre réflexion visera à déterminer le poids de l'héritage soviétique dans la mise en œuvre de la diplomatie russe au Moyen-Orient dans la période post-Guerre froide mais aussi de déterminer si le retour de la Russie, après 2003, est principalement le produit de l'échec des néoconservateurs américains ou si, à l'inverse, il est le fruit d'une véritable vision alternative russe à l'hégémonie occidentale au Moyen-Orient. En d'autres termes, la Russie est-elle une puissance par défaut ou est-elle un modèle exemplaire offrant une alternative à la vision occidentale des relations internationales ? Enfin, le dernier questionnement portera sur la stratégie russe au Moyen-Orient comme un facteur des relations russo-américaines puisque, comme à l'époque de la Guerre froide, on évoque à nouveau une cogestion des crises régionales entre Washington et Moscou avec une marginalisation des autres acteurs<sup>6</sup>, en particulier l'Union européenne qui, pour des raisons structurelles<sup>7</sup>, peine à s'affirmer comme une puissance sur la scène moyen-orientale.

Une autre question à laquelle cette étude s'efforce de répondre est la possibilité, à long terme, pour la Russie de maintenir son statut de puissance d'influence<sup>8</sup> au Moyen-Orient tout en entretenant des relations cordiales et privilégiées avec des acteurs dont les relations se détériorent, par exemple, la République islamique d'Iran et Israël. Par ailleurs, comment concilier des relations privilégiées avec les pays arabes de la région alors que l'on assiste à une poussée régionale des « islamistes », une notion comprise ici dans son acception large recouvrant des réalités politiques diverses : des djihadistes radicaux aux Frères musulmans, qui font le choix de participer aux élections. Une autre dimension de notre problématique a donc pour objectif de montrer comment le creusement des tensions confessionnelles (chrétiens-musulmans, chiites-sunnites, alaouites-sunnites) est perçu par

---

<sup>6</sup> Voir par exemple, concernant la crise syrienne : Joe Lauria, « Iran Left Off Invite List for Syria Peace Talks. U.S., Russia to Meet Again to Discuss Iranian Participation », *The Wall Street Journal*, 6 janvier 2014. Disponible: <http://online.wsj.com/news/articles/SB10001424052702303433304579304783019030364#printMode> (consulté le 7 janvier 2014).

<sup>7</sup> L'historien George-Henri Soutou estime que cette incapacité à comprendre la puissance de l'Union européenne est la conséquence « du sens de la construction politique de l'Union européenne qui n'est pas celui d'une entité politique classique dont la raison d'être est d'assurer la sécurité du territoire gouverné vis-à-vis de l'extérieur ». Intervention lors du colloque international « Russie – Union Européenne. Union Européenne – Russie », Université de Savoie, Annecy, 13 décembre 2013.

<sup>8</sup> Sur les concepts de « puissance » et d' « influence », voir Frédéric Charillon, « Editorial : penser l'influence », *Lettre de l'IRSEM*, n°3, 2013.

Moscou, avec une attention particulière accordée au rôle de l'Église orthodoxe russe dans la mise en œuvre de la diplomatie moyen-orientale russe. Nous nous intéresserons également aux relations entretenues entre Moscou et les pétromonarchies de la péninsule arabique.

Cette recherche est interdisciplinaire et s'intègre dans le champ des « relations internationales ». Il s'agit par une approche historique<sup>9</sup> de mettre en évidence les continuités et les ruptures dans la politique moyen-orientale de Moscou entre l'époque soviétique et l'émergence de la Russie post-soviétique. Dans quelle mesure la fin de l'État soviétique a-t-elle conduit les autorités russes à réévaluer les priorités diplomatiques au Moyen-Orient ? Au-delà de cette approche historique, nous privilégions une analyse sociologique des relations internationales. La dimension empirique apparaît également incontournable pour étudier dans notre cas, les relations entre la Russie et le Moyen-Orient. En effet, l'opinion publique est, par son importance croissante en Russie et au Moyen-Orient, un phénomène à prendre en considération. Cette étude ne se limite donc pas à une analyse des relations interétatiques mais s'efforce également de souligner le point de vue des acteurs de la société civile au Moyen-Orient et en Russie.

Dans cette étude, nous prendrons en considération la dimension sociologique et culturelle en nous attachant à l'image de l'autre, ici, l'image de la Russie et des Russes au Moyen-Orient, ainsi que l'image des populations du Moyen-Orient en Russie. Cette approche sociologique s'inscrit en complément de l'étude des relations interétatiques. Autrement dit, tout en nous appuyant sur les théories réalistes des relations internationales, il convient d'utiliser une grille de lecture qui dépasse ce seul cadre pour évaluer la dimension « révolutionnaire » ou non des changements politiques en cours au Moyen-Orient.

Un autre de nos objectifs tout aussi bien dans le travail de thèse que dans ce programme de recherche est de décentrer le regard d'une vision des relations internationales occidentalocentrée à une analyse des relations entre deux pays ou groupes de pays non-occidentaux (Russie-Moyen-Orient). Dans le contexte des révoltes arabes, cette approche sera à privilégier pour appréhender le rôle des puissances non-occidentales externes au Moyen-Orient. En parallèle de l'étude des positions diplomatiques de la Russie, il convient également d'analyser les politiques développées par la Chine et par des pays émergents comme l'Inde ou le Brésil.

## ➤ LA QUESTION DES SOURCES

Cette « Etude de l'IRSEM » s'appuie sur nos recherches de terrain (Caucase, Liban, Iran), une classification des câbles diplomatiques de l'ambassade des États-Unis à Moscou publiés par

---

<sup>9</sup> Pour une présentation complète des différentes écoles historiographiques de l'histoire des relations internationales. Voir Robert Frank, « L'historiographie des relations internationales : des « écoles » nationales » in Robert Frank (dir.), *Pour l'histoire des relations internationales*, Paris : PUF, 2012, pp. 5-40.

WikiLeaks et couvrant la période 2007-2010. Enfin, nous avons procédé à une étude de la littérature sur les relations entre l'Union soviétique, puis la Russie, et le Moyen-Orient.

Par ailleurs, concernant la question des sources, nous utiliserons les sources collectées au cours de nos recherches de terrain en Iran, entre 2005 et 2009, en Géorgie et en Arménie à l'automne 2012, au Liban, en décembre 2012. Les câbles diplomatiques de l'ambassade des Etats-Unis à Moscou constituent également une source de première main pour appréhender le rôle du Moyen-Orient dans les relations russo-américaines pendant la période post-Guerre froide. De plus, il s'agit d'analyser les sources officielles russes concernant les crises du Moyen-Orient et les sources des centres de recherches de Téhéran pour mettre en évidence la perception iranienne de la stratégie de Moscou dans la zone.

Nous nous efforcerons également d'inscrire notre recherche dans la longue durée pour mieux comprendre les forces profondes qui sous-tendent la vision des mondes musulmans par les élites politiques, intellectuelles et religieuses russes pendant la période postsoviétique. Pour ce faire, il apparaît indispensable d'accorder une attention particulière aux études orientales produites à l'époque soviétique et depuis l'émergence de la Fédération de Russie (1991). Autrement dit, la vision des mondes musulmans mise en avant par une majorité de chercheurs soviétiques et russes en sciences sociales est déterminante pour comprendre les fondements idéologiques de la diplomatie moyen-orientale de Moscou.

Il s'agira aussi d'évaluer, au cours de ce travail de recherche postdoctoral, dans quelle mesure l'héritage soviétique est déterminant dans les visions russes du Moyen-Orient contemporain et des évolutions géopolitiques en cours. Cette première étape est nécessaire pour décrypter la grille de lecture russe des crises régionales. Nous mettrons aussi en évidence les intérêts de l'Etat russe au Moyen-Orient en étudiant les coopérations militaires entre la Russie et ses partenaires régionaux (principalement l'Iran, Israël et l'Irak) et, plus largement, la protection des intérêts des grandes entreprises russes (secteur de l'armement, du pétrole et du gaz et du nucléaire civil notamment). Cette prégnance des dimensions économique et sécuritaire dans la politique moyen-orientale de la Russie est un facteur essentiel pour comprendre la position de Moscou dans la région.

Tout d'abord, nous allons nous intéresser aux principaux critères de définition de la vision russe :

## ■ LES PRINCIPAUX ELEMENTS EXPLICATIFS DES PERCEPTIONS RUSSES DU MOYEN-ORIENT

Il existe en Russie différentes écoles de pensée qui divergent sur ce que doit être la politique étrangère de la Russie. Ces différentes perceptions s'expliquent par la quête inachevée de l'identité russe. Cette identité multiple de la Russie à la fois européenne, slave, asiatique et musulmane est instrumentalisée au cours des différentes périodes de l'histoire russe ; tsariste, soviétique et postsoviétique. Même s'il faut utiliser avec prudence les modèles explicatifs des politologues, la réflexion d'Andrei P. Tsygankov sur les ruptures et les continuités dans la politique étrangère russe<sup>10</sup> peut contribuer à mieux comprendre ce que l'historien français des relations internationales, Jean-Baptiste Duroselle appelait les « régularités » ou « les règles temporaires »<sup>11</sup>.

Le modèle de Tsygankov présente une grille d'explication de la politique étrangère russe qui est sur une période allant de l'époque tsariste jusqu'à la période postsoviétique. Suivant le schéma présenté ci-dessous, on peut distinguer trois groupes principaux qui se distinguent par une identité intellectuelle qui leur est propre notamment s'agissant de leurs visions respectives de la politique étrangère russe. Ces trois écoles de pensée sont les « occidentalistes » (*Westernizers*) qui insistent sur l'identité occidentale de la Russie, les « étatistes » (*Statists*) pour qui les capacités économiques et militaires sont des conditions nécessaires à la reconnaissance de la puissance russe par l'Occident, enfin, les partisans de la « civilisation russe » (*Civilizationists*) qui insistent sur l'identité impériale de la Russie et sont les héritiers des panslavistes du XIX<sup>e</sup> siècle<sup>12</sup>.

---

<sup>10</sup> Andrei Tsygankov, *Russia's Foreign Policy. Change and Continuity in National Identity*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2013, p. 9.

<sup>11</sup> Citation de Jean-Baptiste Duroselle in Robert Frank, « L'historiographie des relations internationales : des « écoles » nationales », op. cit., p. 15.

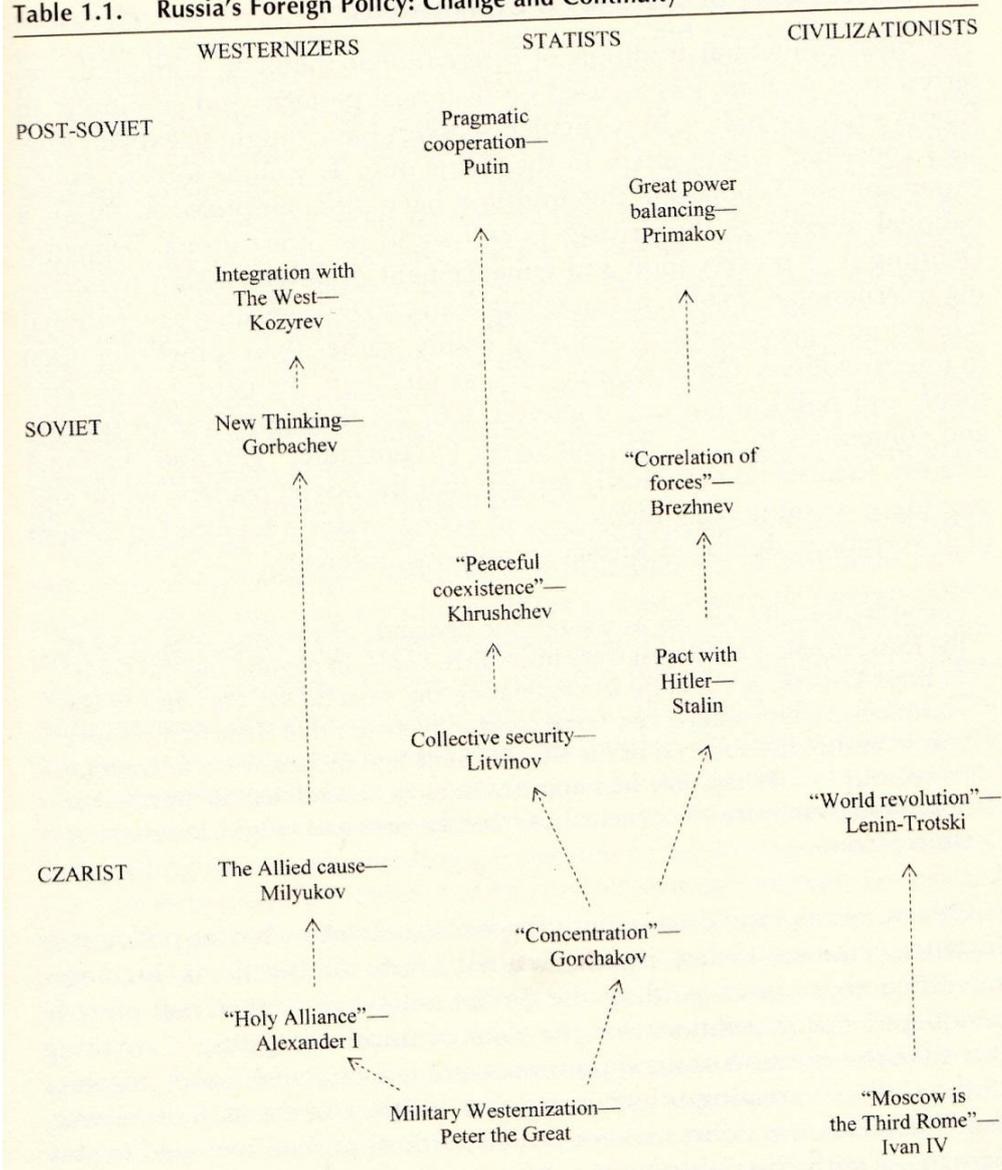
<sup>12</sup> Andrei P. Tsygankov, *Russia's Foreign Policy. Change and Continuity in National Identity*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2013, pp. 4-9.

'Les héritages' de la politique étrangère russe selon A. Tsygankov'

Understanding Change and Continuity in Russia's Foreign Policy

9

Table 1.1. Russia's Foreign Policy: Change and Continuity



## I. L'HÉRITAGE IMPÉRIAL ET SOVIÉTIQUE

A partir du XIX<sup>e</sup> siècle, du point de vue de Moscou, le Moyen-Orient est d'abord un enjeu lié au Grand Jeu entre les impérialismes russe et britannique. Alors que les Russes poursuivent une politique expansionniste<sup>13</sup> vers les mers chaudes, les Britanniques s'efforcent de mettre en place un glacis protecteur autour des Indes britanniques en établissant des zones d'influence en Iran et en Afghanistan. Le début du XX<sup>e</sup> siècle constitue une période de redéfinition des relations entre Moscou et le Moyen-Orient. En Perse, après la signature de la convention anglo-russe du 31 août 1907, qui règle les divergences d'intérêts entre les deux puissances rivales en Asie, le territoire iranien est divisé en trois zones : les provinces du Nord sont une zone d'influence russe, le Sud, britannique et la région de Téhéran est déclarée « neutre ».

La fin de l'Empire tsariste et la phase révolutionnaire que traverse la Russie se traduisent par des ruptures (émergence du facteur idéologique avec le premier Congrès communiste d'Orient) et des continuités (le Moyen-Orient n'est pas un objectif prioritaire de la politique étrangère de Moscou). L'intérêt de Moscou pour le Moyen-Orient pendant l'entre-deux-guerres s'inscrit dans le cadre théorique de la construction du « socialisme dans un seul pays ». On observe donc un certain retrait soviétique de la zone. Néanmoins, si le Moyen-Orient n'est pas un objectif prioritaire pour la diplomatie soviétique, il n'en reste pas moins que certaines continuités peuvent être décelées comme, par exemple, la centralité de la Turquie kémaliste dans la stratégie de Moscou en Méditerranée orientale<sup>14</sup>. La diplomatie soviétique est construite à la fois sur le principe d'un renforcement des partenariats avec les Etats mais aussi sur la volonté d'exporter son modèle idéologique socialiste au travers notamment du réseau régional des partis communistes locaux. Cependant, après le démantèlement du Komintern (1943), l'Union soviétique à travers le Département international du Parti communiste élargit son soutien politique au-delà des partis communistes locaux avec un appui apporté aux mouvements de libération nationale et à des fronts de paix et de solidarité. Cet appui à des partis politiques non-marxistes se traduit, par exemple, par un soutien au mouvement nassérien indépendant des communistes égyptiens<sup>15</sup>.

L'Union soviétique privilégie les relations interétatiques dans ses relations avec le Moyen-Orient pendant la période de la Guerre froide par rapport aux ambitions idéologiques. L'Egypte est l'un des principaux alliés de Moscou jusqu'au revirement de Sadate entre 1972 et 1973 qui choisit d'ancrer son pays dans le bloc pro-américain et de se détourner de l'alliance avec l'Union soviétique. Avec l'Iran, les relations sont marquées par leur dimension trilatérale : elles évoluent principalement en fonction de l'état des relations soviéto-américaines et de la montée en puissance de la politique d'indépendance du Shah, Mohammad-Reza Pahlavi, sur la scène régionale après le choc pétrolier de

---

<sup>13</sup> L'« expansionnisme » est l'un des critères principaux de la diplomatie tsariste. Pour une explication détaillée, voir Robert H. Donaldson, Joseph Noguee, *The Foreign Policy of Russia. Changing Systems, Enduring Interests*, New York, M.E. Sharpe, 2009, pp. 29-33.

<sup>14</sup> Taline Ter Minassian, *Colporteurs du Komintern. L'Union soviétique et les minorités au Moyen-Orient*, Paris, Presses de Sciences Po, 1997, pp. 28-29.

<sup>15</sup> Catherine Kaminsky, Simon Kruk, *La stratégie soviétique au Moyen-Orient*, Paris, Presses universitaires de France, 1988, p. 47.

1973 jusqu'à la révolution islamique de 1978-1979. On passe donc d'une guerre froide irano-soviétique (1946-1962) à une phase de détente puis de rapprochement dans les années 1970.

Les relations avec la Syrie sont d'abord marquées par la signature d'accords commerciaux en novembre 1955 et par l'échange d'ambassadeurs cette même année<sup>16</sup>. Cela étant, l'URSS ne devient un véritable allié de la Syrie qu'après l'attentat de Munich (1972) avec une offre d'aide illimitée pour que Damas puisse riposter aux raids de représailles israéliens. Il s'agit surtout pour Moscou d'un rééquilibrage stratégique après l'intégration de l'Égypte dans la sphère d'influence de Washington. Cette relation soviéto-syrienne reste néanmoins d'abord caractérisée, selon l'expression d'Hélène Carrère d'Encausse, comme une « alliance sans traité »<sup>17</sup>.

Enfin, un autre point d'appui pour la stratégie soviétique est l'Irak. Dès 1944, Moscou établit des relations diplomatiques avec la monarchie irakienne pourtant anticommuniste mais il faut attendre la période 1968-1975 pour que le rapprochement se traduise par l'établissement d'une véritable influence soviétique en Irak. En 1972, les deux pays signent d'ailleurs un traité d'amitié. Pendant la première guerre du Golfe (1980-1988), Moscou soutient plutôt l'Irak que la République islamique même si dès le lendemain de l'attaque irakienne contre l'Iran, Moscou proclame sa neutralité vis-à-vis du conflit qui oppose son allié irakien et le nouveau régime iranien révolutionnaire et anti-américain. Eu égard à ce conflit, la stratégie soviétique semble d'abord déterminée par la même motivation qui dicte sa politique iranienne : l'opportunisme et la volonté de promouvoir ses intérêts régionaux contre les pays occidentaux. Sur le plan de la diplomatie publique, Moscou accuse la CIA d'avoir fomenté la guerre irako-iranienne et, pendant les premières années de guerre, la propagande soviétique en persan et en arabe souligne les bénéfices tirés par Israël et les « impérialistes » en conséquence de la prolongation du conflit opposant deux puissances régionales.

L'héritage légué par l'Union soviétique en ce qui concerne les relations entre la Russie et le Moyen-Orient est également significatif quant au regard que l'on porte depuis Moscou sur cette région. Ainsi, sur le plan de la perception russe du Moyen-Orient, les études orientalistes soviétiques contribuent, encore aujourd'hui, à forger une certaine vision de la Russie du Moyen-Orient. Ce rôle des études orientales, telles que pensées à l'époque soviétique, est particulièrement visible dans la vision du Moyen-Orient d'Evgueni Primakov. Cet aspect est d'autant plus intéressant sur le plan heuristique que Primakov est l'un des architectes et le principal penseur de la politique russe au Moyen-Orient dans la période postsoviétique ; il en avait d'ailleurs fait une « affaire personnelle »<sup>18</sup>.

D'abord, il s'agit d'envisager la place qu'occupent les études orientales dans la vision russe de cette région. Ensuite, il nous faut considérer l'histoire des relations entre l'Union soviétique et le Moyen-Orient pour mieux comprendre les ruptures mais aussi les continuités dans les interactions entre les deux espaces à l'époque soviétique et postsoviétique. La Russie a une tradition d'études iraniennes

---

<sup>16</sup> Ibid., p. 117.

<sup>17</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *La politique soviétique au Moyen-Orient 1955-1975*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975, pp. 244-248.

<sup>18</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, op. cit., p. 223.

dont les fondations ont été établies par Pierre le Grand (1682-1725)<sup>19</sup>. L'institutionnalisation des études orientales date de la première moitié du XIX<sup>e</sup> siècle avec l'établissement des universités de Saint-Pétersbourg et Kazan<sup>20</sup>. Cette tradition d'études orientales et iraniennes<sup>21</sup> permet d'envisager le point de vue soviétique puis russe à partir de sources secondaires en anglais<sup>22</sup>. En effet, la littérature insiste sur le point de vue russe car de nombreux soviétologues se sont penchés sur la question des relations entre Moscou et Téhéran dans le cadre de leurs recherches plus larges sur les relations entre l'Union soviétique et le Tiers Monde ou sur la politique moyen-orientale de Moscou. Le rôle d'Evgueni Primakov qui devient ministre des Affaires étrangères en 1996, est souvent mis en avant pour expliquer le rapprochement avec Téhéran<sup>23</sup>. En effet, son influence sur la politique étrangère de la Russie ainsi que la montée des idées eurasistes<sup>24</sup> sur la position de la Russie sur la scène internationale ont renforcé les partisans d'une alliance avec l'Iran au sein des élites politiques, à partir de la seconde moitié des années 1990, jusqu'au 11 septembre 2001<sup>25</sup>. C'est en 1996 que Primakov, par une tournée dans plusieurs pays arabes de la région (Egypte, Syrie, Liban, Jordanie), tente d'instaurer une nouvelle diplomatie russe dans la zone<sup>26</sup>. Cette stratégie prend une autre signification au lendemain du 11 septembre 2001 avec les tensions entre Ryad et Washington mais surtout avec la guerre d'Irak de 2003. En effet, par son opposition à l'intervention américaine en Irak, la Russie apparaît comme le principal défenseur de la cause arabe. Cela étant, la diplomatie régionale de Moscou reste marquée par le poids de la vision héritée de l'orientalisme soviétique. Cet héritage intellectuel conduit les élites politiques russes spécialisées sur le Moyen-Orient à penser la politique russe dans la zone, à travers le prisme de la « civilisation musulmane » (voir infra). Cela est particulièrement vrai pour le groupe des « *nationalistes impérialistes* ». Ces derniers n'ont jamais été les décideurs principaux pour les questions relatives à la définition de la politique étrangère du

<sup>19</sup> Voir Muriel Atkin, « Soviet and Russian Scholarship on Iran », *Iranian Studies*, Vol. 20, No. 2/4, 1987, p. 224.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 225.

<sup>21</sup> Pour une présentation de travaux sur l'Iran à l'époque soviétique, voir « Review : Recent Soviet Works on Iran », *Middle Eastern Studies*, Vol. 8, No. 3, October 1972, pp. 417-419 ; sur le renouvellement de l'orientalisme en Union soviétique à partir du XX<sup>e</sup> congrès du PCUS, voir Hélène Carrère d'Encausse, *La politique soviétique au Moyen-Orient. 1955-1975*, Presses de la fondation nationale des sciences politiques, Paris, 1975, pp. 61-67.

<sup>22</sup> Il existe ainsi des journaux russes de qualité en anglais, voir par exemple, le site de *Kommersant* : <http://www.kommersant.com/about.asp>. Par ailleurs, l'agence de presse *RIA Novosti* (<http://en.rian.ru/>) diffuse largement le point de vue russe sur la scène internationale. Enfin, le site du Kremlin est également très utile en ce qui concerne les prises de position présidentielles : <http://eng.kremlin.ru/>. Cela contraste avec le traitement de plus en plus idéologique de l'information des agences de presse iranienne (la principale agence iranienne, l'IRNA est, depuis l'été 2010, sous l'autorité directe du président de la République islamique) et de la plupart des journaux iraniens en anglais avec, en particulier, l'exemple du *Tehran Times*. Enfin, les sites officiels des dirigeants iraniens ne sont pas mis à jour régulièrement. Voir par exemple, le site du Guide : <http://www.khamenei.ir/>

<sup>23</sup> Voir, par exemple, Robert O. Freedman, *Russia, Iran and the Nuclear Question: The Putin Record*, Strategic Studies Institute, Carlisle, 2006, p. 8.

<sup>24</sup> L'eurasisme est l'une des principales idéologies russes qui combine différents héritages. Selon Marlène Laruelle, l'eurasisme est « *l'aboutissement d'un triple processus : il bénéficie tout d'abord d'une longue tradition de réflexions sur l'identité de la Russie. Il est ensuite la continuation d'une mode asiatique et de la « découverte », scientifique et littéraire, de l'Orient de l'Empire russe. Il est enfin le produit de l'exil, qui, seul a favorisé une telle distanciation et reformulation brutale de l'identité nationale.* » Marlène Laruelle, *L'idéologie eurasiste russe ou comment penser l'empire*, L'Harmattan, Paris, 1999, p. 34.

<sup>25</sup> Primakov a été ministre des Affaires étrangères de 1996 à 1998 et Premier ministre de 1998 à 1999. Il a aussi été Directeur de l'Institut des études orientales de 1978 à 1985 et un « *active spokesman on matters pertaining to the Middle East, Islam and Iran* ». Voir Muriel Atkin, « Soviet and Russian Scholarship on Iran », *Iranian Studies*, Vol. 20, No. 2/4, 1983, p. 231.

<sup>26</sup> Hélène Carrère d'Encausse, *La Russie entre deux mondes*, op. cit., p. 223.

pays<sup>27</sup>, même s'ils ont fait partie des groupes d'influence présents autour de Vladimir Poutine au début de son premier mandat de président et, une nouvelle fois, depuis le retour de Vladimir Poutine à la présidence en 2012.

## II. LES RELATIONS ENTRE MOSCOU ET LES MONDES MUSULMANS

Comme nous l'avons déjà souligné, la Russie se présente au Moyen-Orient comme un Etat musulman, cette identité de la Russie a d'ailleurs été reconnue sur la scène internationale avec l'adhésion de la Russie à l'Organisation de la conférence islamique en 2003. Ces relations entre la Russie et les mondes musulmans sont néanmoins ambivalentes en raison notamment de la mémoire de la guerre soviétique en Afghanistan et de l'existence de réseaux terroristes djihadistes sur le territoire de la Russie dont les liens avec l'Arabie Saoudite sont en question. Il n'y a en effet aucune réponse définitive à la nature des liens entretenus par les groupes terroristes au Caucase du Nord et l'Arabie Saoudite. S'agit-il d'une propagande russe anti-wahhabite ou les liens financiers entre ces groupes et des réseaux saoudiens sont-ils une réalité géopolitique ? La question reste ouverte, ce qui est sûr, c'est que la perception russe d'une menace djihadiste, soutenue et manipulée par les pétromonarchies du Golfe, est structurante de la diplomatie russe au Moyen-Orient pendant la période postsoviétique. Enfin, cette perception trouve son origine dans l'intervention de l'Armée rouge en Afghanistan, période pendant laquelle l'URSS a combattu des moudjadines soutenus militairement et financés par une alliance entre les Etats-Unis, le Pakistan et l'Arabie Saoudite.

### 1. *La guerre d'Afghanistan et la présence de musulmans en Russie*

La guerre avec l'Afghanistan a eu un impact sur les relations entre l'URSS et le monde arabe. L'image de l'Union soviétique dans les pays du Tiers Monde s'est dégradée au lendemain de l'intervention militaire de l'Armée rouge en Afghanistan. De plus, la fin de la Guerre froide se joue sur le théâtre afghan. Ainsi, c'est pendant la dernière décennie du régime soviétique qu'une nouvelle pensée dans la politique extérieure de Moscou vis-à-vis de cette zone, émerge. La chute de l'Empire soviétique a pour conséquence une décennie de repli sur soi de la Russie. Force est de constater que la zone allant de l'Afghanistan au Pakistan n'est pas la première priorité de la diplomatie russe postsoviétique. En effet, après la chute de l'Union soviétique, la Russie se préoccupe en premier lieu de préserver son influence dans l'ancien espace soviétique. Cependant, même si la diplomatie russe n'a pas comme objectif prioritaire cet espace, il n'en reste pas moins que Moscou a une doctrine diplomatique dans cette zone : renforcer la stabilité, promouvoir la lutte contre les djihadistes et le trafic d'armes et de drogues par des acteurs non-étatiques. Ces principes sont élaborés en fonction de deux critères déterminants : éviter la déstabilisation de l'Asie centrale par la frontière tadjiko-afghane et s'opposer à l'accroissement de l'influence des puissances externes à la zone.

---

<sup>27</sup> See Dmitry Shlapentokh, *Russian Elite Image of Iran: From the Late Soviet Era to the Present*, September 2009, pp. 32-38, <http://www.strategicstudiesinstitute.army.mil/pdffiles/PUB936.pdf> (consulté le 13 janvier 2014).

Il y a donc à Moscou, au sein des élites politiques, une gestion de l'islam politique russe qui est d'abord déterminée par des aspects sécuritaires. Aussi, la présence d'une communauté de musulmans sunnites dans l'ancien espace soviétique constitue l'un des principaux éléments explicatifs de la politique russe au Moyen-Orient dans la période post-Guerre froide. Le traitement de la question de l'islam politique par les autorités russes repose sur l'idéal-type de la répression contre les mouvements islamistes tchéchènes désignés par Moscou comme « terroristes ». De cette expérience, les autorités russes ont tiré une leçon sur la nature intrinsèquement rétive des musulmans face à toute forme d'évolution politique. Cette approche culturaliste dispose que, par essence, la civilisation musulmane est incompatible avec la modernité politique. En d'autres termes, l'expérience russe dans la lutte contre l'islam politique dans l'ancien espace soviétique démontre que « l'ordre et la suzeraineté »<sup>28</sup> sont préférables au chaos de la guerre civile suivant en cela le modèle de la normalisation politique autoritaire appliquée par Moscou en Tchétchénie.

Interroger la vision russe de son « étranger proche » (Caucase du Sud et Asie centrale) est donc indispensable pour décrypter la grille de lecture russe des événements au Moyen-Orient. Cette interaction est particulièrement significative dans la mise en place de l'entente tactique entre la Russie et l'Iran au lendemain de la chute de l'Union soviétique. Au-delà de l'ancien espace soviétique, la zone allant de l'Afghanistan au Pakistan n'est pas la première priorité de la diplomatie russe postsoviétique. En effet, après la chute de l'Union soviétique, la Russie se préoccupe en premier lieu de préserver son influence dans l'ancien espace soviétique. Dès les années 1990, la Russie recherche un renforcement de la stabilité en Afghanistan et au Pakistan afin d'éviter qu'il serve de base arrière pour les activités des djihadistes dans l'ancien espace soviétique.

Outre ces préoccupations sécuritaires, la Russie travaille de concert avec des puissances régionales comme l'Inde et l'Iran afin de s'opposer au mouvement des Talibans et de promouvoir la paix et la stabilité en Asie centrale. Ainsi, les médiations successives de Téhéran et de Moscou ont largement contribué à mettre fin à la guerre civile tadjike (1992-1997). Initialement, les Iraniens soutenaient la tendance d'inspiration islamiste et les Russes, la faction rivale néo-soviétique. Le risque d'une intensification du conflit et de la déstabilisation de la frontière tadjiko-afghane<sup>29</sup>, lieu de transit de l'islamisme radical, d'armes et de drogues, ont conduit les deux partenaires à rechercher un compromis. Après avoir été une source de discorde entre Moscou et Téhéran, la guerre civile tadjike s'est progressivement transformée en facteur de rapprochement. Plus largement, ce conflit revêt une valeur de test dans la construction du partenariat régional irano-russe<sup>30</sup>. Les principes partagés par les deux pays dans la région, notamment celui de la recherche d'une pacification de la zone et de la construction d'une sécurité régionale, ont ici été mis en œuvre en concertation entre Moscou et

<sup>28</sup> Selon l'expression de Jean Daniel. « Parfum de guerre froide », *Le Nouvel Observateur*, No. 2537, 20 juin 2013, p. 5.

<sup>29</sup> Sur le prolongement de la guerre civile afghane au Tadjikistan, voir Mohammad-Reza Djilili, Frédéric Grare, « Regional Ambitions and Interests in Tadjikistan : the Role of Afghanistan, Pakistan and Iran » in Mohammad-Reza Djilili, Frédéric Grare, Shirin Akiner (eds.), *Tajikistan. The Trials of Independence*, Richmond, Curzon, 1998, p. 120.

<sup>30</sup> Voir Muriel Atkin, « Iran, Russia and Tadjikistan's Civil War » in Stephanie Cronin (ed.), *Iranian-Russian Encounters. Empires and Revolutions since 1800*, New York/London, Routledge, 2012 (chapitre 14) et John W. Parker, *Persian Dreams: Moscow and Tehran Since the Fall of the Shah*, Washington, DC, Potomac Books, 2009, pp. 57-58.

Téhéran. L'Iran a exercé des pressions visant à imposer une plus grande modération aux responsables de l'opposition islamiste tadjike réfugiés sur son territoire et des accords de paix ont été signés sous l'égide de Moscou en 1997.

Ces accords sont d'ailleurs conclus alors que Moscou et Téhéran craignent une déstabilisation régionale – plus particulièrement du Tadjikistan à partir de l'Afghanistan – après l'arrivée des Talibans au pouvoir. A l'époque, ces derniers constituent une menace pour les intérêts des Russes et des Iraniens qui soutiennent les forces d'opposition de l'Alliance du Nord de Massoud en leur fournissant notamment une aide militaire<sup>31</sup>. Alors que Téhéran accuse Washington d'utiliser le régime taliban pour renforcer son isolement dans le cadre de la politique du *dual containment*, mise en place à partir de 1993, la coopération avec la Russie se trouve être la meilleure solution pour Téhéran. L'opposition de la Russie à la montée en puissance des Talibans se fonde sur la crainte d'une expansion du radicalisme islamique sunnite au sein de l'ancien espace soviétique. Dès la décision soviétique de se retirer d'Afghanistan, actée par les accords de Genève, ce pays devient un sujet de coopération bilatérale. A la suite de la rencontre, en mars 1989, entre le ministre soviétique des Affaires étrangères, Eduard Shevardnadze et le vice-ministre iranien des Affaires étrangères, Muhammad Hosseini Lavasani, un compte-rendu de la rencontre est publié par l'agence ITAR-TASS. Celui-ci contient les principaux éléments de langage qui demeurent, encore aujourd'hui, au centre de la collaboration irano-russe sur cette question :

«Both sides expressed readiness to help bring about the earliest cessation of bloodshed in Afghanistan, end to foreign interference in its internal affairs and peace through the exercise of the Afghan people's sovereign right to determine by themselves their future»<sup>32</sup>.

Aussi, les deux puissances régionales s'efforcent-elles de favoriser la stabilité au sein du territoire afghan. Cependant, cette politique s'est heurtée à la montée en puissance des Talibans qui sont anti-chiites et ont, par leur non-respect du droit international, été un facteur d'instabilité régionale. En 1998, l'Iran et l'Afghanistan sont proches d'un conflit armé suite à l'assassinat de neuf diplomates iraniens à Mazar-e Sharif. Le Guide suprême déclare trois jours de deuil national et le gouvernement iranien menace de venger la mort de ses diplomates<sup>33</sup>. A cette occasion, le ministère russe des Affaires étrangères publie un communiqué qui condamne une « *exécution cruelle* » constituant le « *premier crime* » des Talibans contre des citoyens étrangers présents sur des territoires qu'ils contrôlent<sup>34</sup>. Ce soutien russe apporté à l'Iran contre les Talibans montre leur inquiétude face à la montée en puissance d'un mouvement extrémiste menaçant la sécurité régionale. Cette perception russo-iranienne contraste alors avec l'analyse américaine qui sous-estime, à ce moment-là, la menace que représentent les Talibans.

---

<sup>31</sup> Ahmed Rashid, *L'ombre des Talibans*, Paris, Autrement, 2001, p. 88.

<sup>32</sup> Cité in « Shevardnadze, Iranian diplomat discuss Afghanistan », *ITAR-TASS*, March 17, 1989.

<sup>33</sup> 70 000 soldats iraniens sont envoyés pour des exercices à la frontière afghano-iranienne.

<sup>34</sup> Voir « Foreign Ministry statement condemns killing of Iranian diplomats in Afghanistan », *Interfax*, September 12, 1998.

A la suite du changement de position de Washington à propos de la menace des Talibans, consécutif au 11 septembre 2001, la Russie et l'Iran sont favorables au remplacement du régime des Talibans par leurs anciens alliés après l'intervention militaire dirigée par les Etats-Unis. Ahmad Rashid résume ainsi leur stratégie respective:

«Russia, India and Iran had been the long-term supporters of the Northern Alliance in its fight against the Taliban. These countries were convinced that U.S. forces would soon leave Afghanistan, and they were determined to maintain their influence with their former proxies. They saw Fahim<sup>35</sup> as their player, someone who would confront Pakistani influence and any return from the Taliban. Russia and Uzbekistan supported the Northern warlords, such as Generals Dostum, Atta and Daud, while Iran supported Ismael Khan»<sup>36</sup>.

Sur le plan des principes, Moscou et Téhéran estiment qu'il n'existe pas de solution militaire à la crise afghane mais ils divergent sur l'impératif du retrait des troupes occidentales. Téhéran excelle dans la rhétorique diplomatique hostile à l'occupation militaire par les troupes occidentales mais, dans un même temps, s'inquiète des conséquences d'un retrait. Par contre, les deux partenaires sont particulièrement préoccupés par l'accroissement de la production d'opium en Afghanistan qui est, en 2008, quarante fois supérieure à celle de 2001<sup>37</sup>. La rhétorique iranienne est néanmoins là encore plus radicale puisque les responsables iraniens accusent périodiquement les militaires occidentaux présents en Afghanistan d'organiser à leur profit, le trafic de drogues.

Par ailleurs, l'entente russo-iranienne converge avec les intérêts occidentaux et indiens et leur crainte de l'essor des mouvements djihadistes à partir des territoires afghan ou pakistanais. Ces préoccupations communes russo-iraniennes sur la question d'Afghanistan se retrouvent peu ou prou dans leur attitude vis-à-vis de la gestion des crises en Asie centrale ou au Caucase. A la veille du retrait militaire américain d'Afghanistan annoncé pour 2014, l'Iran, la Russie et l'Inde s'inquiètent d'un possible retour des Talibans en Afghanistan et l'Iran a d'ores et déjà annoncé son accord pour organiser des relations trilatérales entre Téhéran, Kaboul et New Delhi<sup>38</sup>. Ce rapprochement russo-irano-indien constitue un obstacle au réchauffement des relations entre le Pakistan et la Russie dans la période post-Guerre froide.

Cela étant, en dépit de désaccords persistants liés à l'avenir de l'Afghanistan et à l'alliance russo-indienne, force est de reconnaître une amélioration des relations bilatérales. A titre d'illustration, en octobre 2012, lors de la visite de Sergeï Lavrov à Islamabad et de sa rencontre avec son homologue pakistanais, la Russie a condamné les attaques de drones sur le territoire pakistanais et défendu les principes de son indépendance, de sa souveraineté et de son intégrité territoriale. Il existe également

<sup>35</sup> Marshal Fahim a été ministre de la Défense de l'Afghanistan de décembre 2001 à 2004.

<sup>36</sup> Ahmed Rashid, *Descent into Chaos. The United States and the Failure of Nation Building in Pakistan, Afghanistan and Central Asia*, London, Penguin Books Ltd, 2008, p. 206.

<sup>37</sup> La production s'élève à 7700 tonnes en 2008. Voir Boris Gromov, Dmitry Rogozin, « Russian Advice on Afghanistan », *The New York Times*, January 12, 2010.

<sup>38</sup> « L'Iran et l'Afghanistan se sont mis d'accord pour engager des rencontres trilatérales entre Téhéran, New Delhi et Kaboul » *Javan*, 7 janvier 2013.

un intérêt de la Russie pour développer ses coopérations avec le Pakistan dans les domaines énergétique (volonté russe d'investir dans les projets de gazoduc trans-afghan TAPI et Iran-Pakistan<sup>39</sup>) et militaire. Enfin les deux pays ont multiplié les contacts diplomatiques au plus haut niveau depuis l'accès du Pakistan au statut de membre observateur de l'OCS en 2005<sup>40</sup>.

## 2. *Le rôle de l'OCS et la rivalité avec les Etats-Unis*

Moscou développe dans cet espace une vision diplomatique alternative aux chancelleries occidentales tout en inscrivant son combat contre le djihadisme au sein de l'ancien espace soviétique dans le cadre du discours américain d'après le 11 septembre 2001. Le rapprochement russo-américain, consécutif aux attentats du 11 septembre 2001, a eu pour conséquence un assouplissement de la position russe au regard de la présence militaire occidentale dans son « *étranger proche* ». La ferme condamnation par la Russie des attentats du 11 septembre montre également la flexibilité de la politique étrangère russe. Si l'Iran condamne aussi avec vigueur ces attentats, sa politique globale vis-à-vis du terrorisme ne donne pas la même force à cette ouverture diplomatique envers Washington. Néanmoins, cet immédiat après-11 septembre est suivi du lancement de la « guerre contre le terrorisme » par l'administration Bush qui va contribuer au renouvellement des liens étroits entre Téhéran et Moscou. Pour Olivier Roy, le rapprochement russo-américain conduit à la mise en place d'un « *condominium russo-américain sur l'Asie centrale qui laisse les mains libres aux Russes en Tchétchénie* »<sup>41</sup>. En effet, cette nouvelle collaboration se construit autour de la lutte contre les djihadistes sunnites et s'inscrit donc dans l'opposition russe aux « *terroristes* » tchéchènes. Dans le même temps, Moscou partage dans une certaine mesure le rejet iranien de l'hégémonie américaine en particulier dans les régions voisines des deux pays. Ainsi, selon le Général Seyed Yahya Safavi, assistant et haut Conseiller du Guide suprême dans ses fonctions du Haut Commandement des Forces armées :

« L'Iran, la Russie et la Chine resteront fermes devant l'hégémonie des Américains en Asie du Sud-Ouest et en Asie orientale. Les Américains sont obligés de fuir l'Afghanistan avant les dates annoncées »<sup>42</sup>.

La diplomatie russe fait donc preuve d'équilibre entre, d'un côté, une adhésion à l'agenda américain de lutte contre le terrorisme notamment en Afghanistan avec un appui logistique significatif aux forces de l'OTAN et, de l'autre, une adhésion rhétorique à la diplomatie publique iranienne s'opposant aux visées hégémoniques américaines dans la zone et à l'ingérence de toutes les puissances externes à la région. C'est d'ailleurs dans ce cadre qu'il faut comprendre la stratégie russe

<sup>39</sup> Selon des spéculations, l'annulation de la visite du président Poutine au Pakistan, en 2012, serait liée au refus de l'Etat pakistanais d'accorder à Gazprom un contrat de 1,2 milliard de dollars pour la construction du gazoduc Iran-Pakistan. Voir Sadhavi Chauhan, « Russia-Pakistan relations: beyond Putin's cancelled trip to Islamabad », *Open Democracy*, 3 octobre 2012. Disponible: <http://www.opendemocracy.net/sadhavi-chauhan/russia-pakistan-relations-beyond-putin%E2%80%99s-cancelled-trip-to-islamabad> (consulté le 30 janvier 2013).

<sup>40</sup> Rashid Ahmad Khan, « The Pakistan-Russia Relationship: Geopolitical Shift in South and Central Asia? », *Daily Times*, 22 octobre 2012.

<sup>41</sup> Olivier Roy, *Les illusions du 11 septembre. Le débat stratégique face au terrorisme*, Paris, Seuil, 2002, p. 36.

<sup>42</sup> Déclarations citées par Arman, 16 janvier 2013.

à l'égard de l'OCS. En 2005, Moscou a en effet soutenu la demande de Téhéran et d'Islamabad de participer, en qualité d'observateur, aux travaux de cette organisation qui a pour but de lutter contre le terrorisme régional. En retour, l'Iran soutient la déclaration de l'OCS du 5 juillet 2005 qui demande le démantèlement des bases militaires américaines en Asie centrale. Les objectifs de l'OCS visent notamment la préservation de la stabilité régionale, la lutte contre le terrorisme et le « séparatisme », le développement des coopérations économiques et des relations commerciales et le refus de toute ingérence dans les affaires internes des Etats. Par ailleurs, l'OCS souhaite également approfondir les relations entre ses Etats membres et s'élargir. A ce propos, le président chinois Hu Jintao a déclaré lors du sommet de Pékin de juin 2012 au cours duquel l'Afghanistan a été accepté en tant qu'Etat observateur de l'OCS :

« Face au terrorisme, au séparatisme et à l'extrémisme, ainsi qu'à l'augmentation de la criminalité transnationale, les pays membres de l'OCS ont convenu de renforcer leur capacité d'alerte rapide et de gestion des situations d'urgence, et de faire de l'organisation un garant fiable de la sécurité régionale»<sup>43</sup>.

Plus encore, en février 2010, le secrétaire général de l'OCS, Muratbek Sansyrbayevich Imanaliev, confirme que l'élargissement de l'organisation fait partie du programme de travail de l'OCS ; celui-ci doit s'inscrire dans le cadre des objectifs prioritaires de l'organisation qui visent la stabilisation de l'Afghanistan et la création d'un « *club énergétique* », selon la proposition de Poutine, à Pékin, en 2009<sup>44</sup>. Les intégrations successives comme Etats observateurs du Pakistan (2005) et de l'Afghanistan (2012) démontrent la volonté de la Chine et de la Russie d'affirmer leur influence dans cet espace et de défendre une doctrine diplomatique alternative face à ce qu'ils perçoivent comme une vision occidentale des relations internationales.

### 3. *La question du dialogue/choc des civilisations vue de Moscou. Le rôle des acteurs non-étatiques russes : ONG et Eglise orthodoxe de Russie*

Du point de vue de la Fédération de Russie, il existe deux menaces idéologiques majeures à affronter : l'occidentalisme et l'islamisme radical<sup>45</sup>. Cette position est plus particulièrement défendue par la mouvance des nationalistes traditionnels russes. Elle s'explique d'abord par une volonté politique d'affirmer une voie civilisationnelle propre à la Russie. Selon la doctrine diplomatique russe, il est donc nécessaire de favoriser le dialogue avec les Etats musulmans tout en combattant l'islam incarné par les Talibans et défini comme un « extrémisme islamique »<sup>46</sup>.

---

<sup>43</sup> Déclarations citées in « L'OCS accepte l'Afghanistan comme observateur et la Turquie comme partenaire de dialogue », *News.cn*, 7 juin 2012.

<sup>44</sup> Déclarations citées par Cheng Guangjing et Yang Xue, « SCO appraises membership of Iran, Pakistan », *China Daily*, 24 février 2010.

<sup>45</sup> Andreï P. Tsygankov, « La Russie et le Moyen-Orient : entre islamisme et occidentalisme », *Politique étrangère*, n°1, printemps 2013, pp. 80-91.

<sup>46</sup> Selon la vision de l'orientaliste et homme politique russe, Evgueni Primakov. Voir Ibid., p. 82.

Depuis la fin de la période soviétique, les discours culturalistes dominent les débats universitaires et la vie intellectuelle en Russie. Il existe ainsi une discipline universitaire des sciences sociales appelée la « culturologie »<sup>47</sup>. Selon l'un des théoriciens russes du culturalisme, Alexandre Panarin, les civilisations auraient un caractère immuable en raison de leur identité religieuse. L'Eglise orthodoxe joue un rôle central dans la formation de ce culturalisme. En janvier 2009, l'élection du patriarche Cyrille a d'ailleurs constitué une étape décisive dans l'histoire récente des rapports religion-politique en Russie vers une plus grande implication de l'Eglise orthodoxe russe dans la vie politique<sup>48</sup>.

Selon lui, la stabilité de l'ordre mondial ne peut être préservée que si chacune des civilisations s'interdit d'intervenir hors de sa zone ou d'influencer le mode de fonctionnement des autres espaces culturels. La doctrine de politique étrangère de la Russie, ratifiée en 2008, indique pour la première fois que la compétition mondiale a acquis une « dimension civilisationnelle »<sup>49</sup>. Selon le patriarche Cyrille, il est indispensable de faire respecter son identité nationale tout en s'ouvrant au dialogue avec les autres civilisations en particulier celles qui sont représentées en Russie :

« While upholding its identity, the Russian world should be open to dialogue and cooperation with other civilizations of the world, above all with those whose religious and cultural traditions are represented in Russia. One objective here could be the establishment of 'docking points' between our civilizations and other civilizations »<sup>50</sup>.

Le patriarche s'inquiète également de la « christianophobie » de l'Occident<sup>51</sup>, un concept qui n'est pas sans rappeler la notion d'islamophobie forgée par les islamistes khomeynistes iraniens à la fin des années 1970. Cette dénonciation de la « christianophobie », d'un côté, et de l' « islamophobie », de l'autre, est d'ailleurs l'un des thèmes récurrents des dialogues islamo-chrétiens. C'est à partir de cette symétrie que se construit l'idée de l'impérieuse nécessité de l'engagement dans le dialogue. En effet, selon Maurice Borrmans, il faut conjurer « les vieux démons de la croisade et du jihâd »<sup>52</sup> :

« A l'islamophobie des uns, qui voient dans l'Islam une religion de violence susceptible d'engendrer le terrorisme, correspond la christianophobie des autres, qui identifient le Christianisme avec un Occident dominateur et matérialisé qui aurait perdu son âme »<sup>53</sup>.

Dans le dialogue avec l'Islam, les orthodoxes russes font valoir l'identité culturelle non-occidentale voire anti-occidentale de la Russie mais aussi et surtout l'identité islamique de la Russie. Cette appartenance de la Russie orthodoxe au monde musulman permet à Moscou de construire un partenariat avec les Etats appartenant à la « civilisation islamique »<sup>54</sup>. Quant au patriarche de l'Eglise

<sup>47</sup> Marlène Laruelle, « Russie : en quête de l'âme slave », *Alternatives internationales*, 2011/6.

<sup>48</sup> Voir par exemple, « Russie/élection: le Patriarche Cyrille a le droit de donner son avis (porte-parole) », *RIA Novosti*, 24 février 2012. Disponible : <http://fr.rian.ru/society/20120224/193490710.html> (consulté le 20 août 2012).

<sup>49</sup> Ibid.

<sup>50</sup> Patriarch Kirill, « Russia's Spiritual Mission », *International Affairs*, Vol. 27, n° 2, 2011, p. 11.

<sup>51</sup> Ibid., p. 12.

<sup>52</sup> Maurice Borrmans, op. cit., p. 11.

<sup>53</sup> Patriarch Kirill, « Russia's Spiritual Mission », op. cit.

<sup>54</sup> « FM : Russia part of Islamic world », *Press TV*, 14 mars 2008 et François Thual, *Géopolitique de l'Orthodoxie*, Paris, Dunod, 1994, p. 12.

orthodoxe, il met en avant l'exceptionnalisme du monde russe qui s'explique, selon lui, par la nature de ses valeurs à la fois uniques et reconnaissables par tous. Il estime ainsi que la Russie a une mission universelle : « favoriser l'émergence de la vérité dans le monde »<sup>55</sup>. En réponse aux revendications des nationalistes russes insistant sur « une stricte « russité » de l'Eglise »<sup>56</sup>, l'Eglise orthodoxe de Russie utilise, depuis 2009, la notion de « monde russe » ce qui permet d'inclure les Eglises autonomes et auto-administrées (Ukraine, Biélorussie, Moldavie, Etats baltes)<sup>57</sup>. Pour autant, il convient de souligner que le patriarche Cyrille est issu d'un courant de l'Eglise orthodoxe de Russie plus ouvert et plus favorable au dialogue que celui de son prédécesseur. Ainsi, traditionnellement, l'Eglise orthodoxe de Russie se divise en deux courants intellectuels principaux en lutte pour le contrôle du patriarcat :

L'un venait de l'Académie théologique de Moscou, l'autre de celle de Saint Pétersbourg. Celle de Moscou est plus monacale dans l'esprit, plus hors du monde, plus anti occidentale, avec parfois des tendances antisémites qui s'y exprimaient. Ce groupe existe encore. Le second groupe est plus occidentalisé, plus tolérant avec les catholiques, plus ouvert sur le monde. Kirill vient de ce groupe de Saint-Pétersbourg : les réformes qu'il a conduites sont marquées de l'empreinte pétersbourgeoise. Dans les temps qui ont précédé l'élection de Kirill, en janvier 2009, des *clashes* se sont produits. Ses principaux opposants venaient de Moscou. Saint-Pétersbourg l'a emporté parce qu'ils étaient plus réalistes et plus expérimentés en gestion<sup>58</sup>.

Si le clergé est divisé en différents courants, le dynamisme et l'influence de l'Eglise orthodoxe de Russie semblent plus importants au niveau des élites politiques qu'au sein de la société russe. En effet, la religion perçue comme la plus dynamique en Russie selon le chercheur Nikolaï Mitrokhine, est le protestantisme<sup>59</sup>. En dehors du clergé de l'Eglise orthodoxe de Russie, il existe des organisations non-gouvernementales (ONG), proches du Kremlin, qui travaillent à la promotion du dialogue entre les civilisations. A titre d'illustration, une ONG, « Le Dialogue des civilisations », a été créée par le président des chemins de fer russe, Vladimir Yakunin, en 2002. Il s'agit d'abord d'une réponse russe au modèle de Davos : autrement dit, « un modèle alternatif de globalisation ». Cette ONG est liée au Kremlin à travers la personnalité de son président. Elle offre aux officiels russes une plateforme pour approfondir les liens avec les mondes musulmans à travers l'organisation de séminaires et la remise de récompense à des personnalités musulmanes comme l'ancien président iranien Khatami ou le roi Abdallah de Jordanie. Les thèmes des conférences sont liés aux questions soulevées lors des dialogues interreligieux mais l'objectif de Moscou est bien de promouvoir la vision politique et sécuritaire du gouvernement russe dans les différentes régions du monde musulman<sup>60</sup>.

<sup>55</sup> Patriarch Kirill, « Russia's Spiritual Mission », op. cit.

<sup>56</sup> Serguey Tchapnine, « L'Eglise, la culture et le nationalisme en Russie », *Messager de l'Eglise orthodoxe russe*, n°23, janvier-mars 2011, p. 31.

<sup>57</sup> Ibid.

<sup>58</sup> Voir « Russie: l'Eglise orthodoxe, l'Etat et la société - Entretien avec Nikolaï Mitrokhine », Propos recueillis par Régis Genté, 10 janvier 2014. Disponible : [http://religion.info/french/entretiens/article\\_635.shtml#.UtFq8555OVN](http://religion.info/french/entretiens/article_635.shtml#.UtFq8555OVN) (consulté le 11 janvier 2014).

<sup>59</sup> Ibid.

<sup>60</sup> Câble diplomatique américain publié par WikiLeaks. « The Islamic Factor In Russian Foreign Policy », US Embassy Moscow (Russia), 19 mars 2008.

Au-delà des visées politiques, il s'agit aussi de défendre les chrétiens orthodoxes sur la scène internationale et, plus largement, l'ensemble des minorités chrétiennes. Un des objectifs affichés par l'Eglise orthodoxe de Russie est la défense des chrétiens d'Orient que ce soit en Syrie, en Irak ou en Iran. Dans ce dernier cas, il s'agit d'apparaître comme la puissance protectrice des 100 000 chrétiens d'Iran (notamment les Arméniens et les Assyriens). Dans une déclaration d'avril 2013, le métropolite Hilarion note qu'il existe, à Téhéran, une Eglise orthodoxe qui fonctionne depuis plus de 70 ans et qui se situe dans la juridiction de l'Eglise orthodoxe de Russie. Cependant, il souligne qu'en dépit d'aspects positifs, il y a des cas de discriminations contre les chrétiens, en Iran, avec comme exemple l'arrestation et la condamnation à la peine capitale du pasteur évangélique Youssef Nadarkhani âgé de trente-deux ans pour sa conversion de l'islam au christianisme<sup>61</sup>. Cette question de la libération du pasteur iranien a d'ailleurs été évoquée lors de la huitième session de la Commission conjointe du Dialogue Orthodoxie-Islam, en juin 2012, et le représentant iranien, l'ayatollah Taskhiri s'est engagé à transmettre la requête de l'Eglise orthodoxe au Guide suprême, l'ayatollah Ali Khamenei<sup>62</sup>. En septembre 2012, le pasteur a finalement été libéré à la suite d'une mobilisation internationale à laquelle s'est jointe l'Eglise orthodoxe de Russie.

La religion occupe une place centrale dans la construction d'un discours politique sur l'identité russe, à la fois sur le plan de la politique interne mais aussi afin de promouvoir les intérêts russes sur la scène internationale. Le clergé orthodoxe joue un rôle majeur dans les relations avec les mondes musulmans ce qui s'explique à la fois par les intérêts diplomatiques de l'Etat russe mais aussi par la volonté du Patriarche de défendre l'Orthodoxie sur la scène internationale et de s'opposer aux « valeurs sécularistes occidentales » perçues comme un danger pour la culture religieuse russe. Ce dernier objectif est largement partagé par les élites politiques et religieuses de la République islamique d'Iran. Il est intéressant de noter que le Dialogue Orthodoxie-Islam se déroule, depuis 1997, dans le cadre d'un dialogue entre deux clergés « nationaux » : les clergés russe et iranien. Cette dimension nationale des deux religions est certes significative, pour autant cela ne signifie pas que les relations entre religion et politique sont symétriques en Russie et en Iran. Force est de constater que la volonté de ces deux pays de s'ériger en alternative à l'Occident sur le plan intellectuel et spirituel se retrouve également sur le plan géopolitique.

---

<sup>61</sup> « Metropolitan Hilarion's lecture on 'An Era of New Martyrdom. Discrimination of Christians in Various Parts of the World' », Département des affaires ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, 11 avril 2013. Disponible : <https://mospat.ru/en/2012/02/21/news58822/> (consulté le 2 août 2013).

<sup>62</sup> « Iranian pastor Yousef Nadarkhani released from prison ». Eglise orthodoxe de Russie. Site officiel du Département des affaires ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou, 13 septembre 2012. Disponible : <https://mospat.ru/en/2012/09/13/news70387/> (consulté le 9 août 2013).

### III. LA RIVALITÉ AVEC L'OCCIDENT

#### 1. Russie et Occident : le choc des « valeurs »

Les questions géopolitiques occupent également une place significative dans la perception de Moscou avec notamment une opposition à l'Occident et à ses « valeurs ». Moscou a tiré les leçons diplomatiques des échecs de l'instauration par la force des « démocraties irakiennes et afghanes ». La Russie invoque depuis le retour de Poutine à la présidence en 2012, de manière de plus en plus systématique, cette question des valeurs traditionnelles qui s'opposent au postmodernisme de l'Occident. Face à ce que les autorités religieuses russes nomment la minorité idéologique occidentale, la tradition invoquée par le président russe s'appuie sur une religion nationale, l'orthodoxie qui défend, par exemple, l'existence de « droits de l'homme orthodoxes ». Un autre élément significatif qui distingue les « valeurs russes » par rapport à celles de l'Occident est la question de l'individu. Alors que la modernité occidentale défend l'idée selon laquelle les droits se définissent à partir des individus, les clercs russes estiment pour leur part que l'individu fait partie d'une communauté et qu'il n'existe que par sa transcendance. Ce sont les valeurs « morales et religieuses » sur lesquelles s'appuient les plus hautes autorités russes pour contester le bien-fondé des « valeurs occidentales » et leur prédominance au sein du système des Nations unies.

Ce nouveau discours sur les valeurs rencontre un succès certain au Moyen-Orient, notamment en raison des désastres provoqués par l'idéologie des néoconservateurs occidentaux fondée sur le principe du *regime change*. Ainsi l'émergence d'un discours russe est accueilli de manière plutôt positive auprès de populations qui ont, dans leur majorité, perdu confiance dans le discours occidental sur la démocratisation. En effet, quelle est l'exemplarité des « démocraties » afghanes ou irakiennes ? Aux yeux d'une partie des opinions publiques moyen-orientales, il existe désormais une symétrie entre « démocratie américaine » et Etat failli au Moyen-Orient. C'est pourquoi l'indignation morale d'une partie de l'Occident après le déclenchement de la crise syrienne en 2011 apparaît comme peu crédible. *In fine*, le discours russe sur l'ordre et le chaos, en dépit du soutien à un régime autoritaire qu'il implique, a plus d'échos auprès d'opinions publiques qui craignent par-dessus tout une balkanisation du Moyen-Orient. De surcroît, l'indignation morale de l'Occident est à géométrie variable comme le montre le soutien quasi-inconditionnel des Etats occidentaux à Israël, malgré la répression continue du peuple palestinien et l'occupation militaire, ou le soutien à la monarchie autoritaire du Bahreïn. En d'autres termes, l'invocation d'une moralité de la diplomatie occidentale n'est plus au centre du *soft power* des Etats occidentaux qui, sous l'impulsion de l'administration Obama, structurent leurs diplomaties sur des principes issus de l'école réaliste des relations internationales.

Une perte de crédibilité de l'Occident au Moyen-Orient, depuis le début des années 2000, permet l'émergence de discours alternatifs qui n'ont pas de prétentions à exporter un modèle démocratique ou à imposer un système juridique fondé sur ce que la Russie qualifie d'« idéologie des droits de l'homme ». La stratégie de Moscou repose plutôt sur une ambition diplomatique visant à créer un consensus avec des partenaires étrangers autour de valeurs traditionnelles, et cela, quelle que soit la

tradition. C'est donc autour de la dichotomie tradition-modernité que se construit un nouveau *soft power* russe. La dimension positive de ce discours reste néanmoins sujette à question notamment en raison du décalage entre le discours de l'Etat russe et les aspirations d'une partie de la société. Il semble donc que le retour diplomatique de la Russie se construise d'abord sur l'échec idéologique des néoconservateurs américains.

## 2. *L'opposition russe aux stratégies de changement de régime des chancelleries occidentales*

Le rejet russe du *regime change* est lié à la conviction du rôle déterminant joué par l'Occident dans « les révolutions de couleur » (Ukraine, Géorgie, Kirghizistan) qui ont éloigné ces Etats de sa sphère d'influence. Lors du printemps iranien de juin 2009, la grille de lecture mise en avant par les autorités de la République islamique d'une assimilation entre le Mouvement vert et le programme occidental de démocratisation touchant des Etats hostiles à leurs intérêts a été reprise par Moscou. La connivence avec la Chine s'explique par le statut de membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies et par leur méfiance réciproque vis-à-vis des initiatives occidentales concernant les crises du Moyen-Orient.

Il faut également prendre en compte la diversité des points de vue russes sur les évolutions géopolitiques en cours au Moyen-Orient. Est-ce que la vision du président Poutine fait l'unanimité sur la scène politique interne ? Comment les activistes de la société civile russe perçoivent les partisans du Mouvement vert iranien ou les manifestants des révoltes arabes ? Sur la diversité des points de vue et des intérêts russes en matière de relations internationales, Fedor Loukianov, l'analyste et rédacteur en chef de la revue *Russia in Global Affairs* relève :

« (...) souvent ces intérêts ne coïncident pas, voire s'opposent. Par exemple, la classe moyenne - peu importe comment on l'identifie - et les retraités perçoivent différemment la place de la Russie dans le monde, les musulmans peuvent avoir leur propre position concernant le Printemps arabe, très différente de la version officielle, et divers segments de la politique russe visent des priorités internationales différentes. Et ainsi de suite. La Russie est un pays si hétérogène que l'indice de division en fonction des points de vue est infini »<sup>63</sup>.

La prudence diplomatique de Moscou face aux aspirations démocratiques d'une partie significative des populations arabes peut, en partie s'expliquer par des raisons politiques internes, à savoir la fragilité d'un régime politique de type autocratie élective. Il y a également au sein des élites politiques russes la conviction que le *statu quo* est préférable au changement, en particulier au Moyen-Orient. Selon cette perspective, le changement est associé au chaos et la lecture russe des soulèvements arabes, analysés essentiellement à travers la focale islamiste aurait été d'une lucidité supérieure aux analyses des chancelleries occidentales qui auraient été aveuglées par une illusion démocratique dans la première phase des soulèvements arabes.

---

<sup>63</sup> Fedor Loukianov, « Les paradoxes de la politique étrangère russe », *RIA Novosti*, 26 décembre 2013. Disponible : <http://fr.ria.ru/tribune/20131226/200116633.html> (consulté le 6 janvier 2014).

Désormais, les autorités russes soulignent que les changements initiés dans le monde arabe confirment leur vision et leur stratégie de prudence diplomatique face au risque des interventions militaires pour influencer les évolutions politiques dans les différents Etats du monde arabe. Si l'abstention russe au Conseil de sécurité dans la crise libyenne a été perçue comme un échec diplomatique pour la Russie<sup>64</sup>, il importe de reconnaître que cette hésitation stratégique russe a contribué à la mise en œuvre d'une diplomatie constante et persévérante s'agissant de la crise syrienne. Le refus du changement de régime est donc au centre de la diplomatie moyen-orientale de la Russie et ce principe est préservé et défendu par le droit de veto russe au Conseil de sécurité. L'abstention russe au moment de la crise libyenne ne semble pas annonciatrice d'un revirement stratégique russe sur la question de « la responsabilité de protéger ».

### 3. *La Russie et le principe de la « responsabilité de protéger »*

La Russie développe une vision alternative du fonctionnement du système international alors que les Occidentaux estiment que leur vision est universelle et doit, en conséquence, s'appliquer à tous les acteurs de la vie internationale dans la période post-Guerre froide. Ce discours sur les valeurs russes est présenté comme un ensemble de thématiques récurrentes qui donne une identité idéologique à la politique étrangère russe. Cette ambition idéologique est nouvelle car, pendant les deux premières décennies postérieures à la chute de l'Union soviétique, le principal fondement de la diplomatie russe a été le pragmatisme<sup>65</sup>. Selon la doctrine diplomatique de la Russie, la souveraineté de l'Etat n'est pas absolue et il n'y a pas de « carte blanche » pour des régimes menacés ou criminels pour perpétrer des génocides. Cependant, au-delà de ces nuances théoriques, force est de constater que la Russie n'accepte le recours à la notion de « responsabilité de protéger » que dans le cadre d'une décision collégiale du Conseil de sécurité des Nations unies. La Russie rejette l'accusation d'être un pays de « statu quo » en raison de son opposition de principe à des interventions unilatérales ou par un groupe de pays. Elle fonde son opposition à de telles pratiques sur l'idée selon laquelle l'intervention militaire hors du champ des Nations unies est une menace pour les règles du vivre-ensemble. Selon cette perspective, l'ingérence est une boîte de Pandore en raison de la difficulté des critères justifiant une intervention : « est-ce qu'on peut organiser une réunion du Conseil de sécurité des Nations unies pour choisir les membres d'un gouvernement américain ? »<sup>66</sup>. De même, Moscou estime que le recours à des mesures coercitives unilatérales hors du cadre des Nations unies est illégal et ne doit pas constituer un outil de politique étrangère.

En 2005, après plusieurs années de débat, le principe de « responsabilité de protéger » apparaît pour la première fois dans la juridiction internationale, dans un texte de l'Assemblée générale des Nations

---

<sup>64</sup> Margarete Klein, « Russia and the Arab Spring. Foreign and Domestic Policy Challenges », *SWP Comments*, n° 3, février 2012, pp. 2-4.

<sup>65</sup> Fedor Loukianov, « Poutine proclame le conservatisme idéologie d'Etat », *RIA Novosti*, 13 décembre 2013. Disponible : <http://fr.ria.ru/tribune/20131213/200007489.html> (consulté le 6 janvier 2014).

<sup>66</sup> Intervention de Fedor Lukyanov, SVOP, Moscou, à la conférence « EU Russia-US: Prospects of Cooperation in a Changing World », SWP, Berlin 19-20 juin 2013.

unies « qui autorise le Conseil, en cas de crime contre l'humanité, crime de guerre, génocide, nettoyage ethnique, contre la population d'un État, à se substituer à un gouvernement défaillant ou lui-même coupable et à intervenir »<sup>67</sup>. Ce texte est adopté avec la participation de la Russie. Du point de vue russe, on estime désormais que la souveraineté de l'Etat et le refus de l'ingérence dans les affaires intérieures des autres Etats n'est pas un principe absolu. Cependant, selon la perspective russe, telle qu'elle est présentée dans un texte du Conseil pour le droit international du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, ce principe peut s'exercer en suivant les critères suivant :

« The bottom line comes down to the fact that, first, States have the primary responsibility to protect their populations from genocide, war crimes, ethnic cleansing, and crimes against humanity, while the international community's role is primarily to provide them with expert, humanitarian and diplomatic assistance in fulfilling these responsibilities; and, secondly, that does not preclude where necessary the use of coercive measures should peaceful means be inadequate and national authorities manifestly fail to protect their populations. However, such a decision can only be taken by the UN Security Council, acting under Chapter VII of the Charter»<sup>68</sup>.

Ce texte reconnaît donc la possibilité de recourir au chapitre VII de la Charte des Nations unies pour mettre en œuvre le principe de la « responsabilité de protéger » non sans avoir mentionné au préalable le rôle primordial de l'Etat en tant que responsable de la protection de leur population. Dans le texte officiel russe, il est également indiqué qu'il existe un risque inhérent à l'émergence de cette nouvelle notion en droit international à savoir des « interprétations arbitraires ou instrumentalisées sur le plan politique »<sup>69</sup> de cette responsabilité de protéger. Cette position russe est partagée par les pays des BRICS mais aussi par de nombreux pays non-alignés. Cette convergence théorique sur les limites de l'invocation de la responsabilité de protéger pour intervenir dans les affaires internes d'un Etat étranger se retrouve au lendemain de l'intervention militaire en Libye à propos de la crise syrienne.

---

<sup>67</sup> Alain Dejammet, « Que reste-t-il de la sécurité collective ? », in Guillaume Devin (dir), *Faire la paix. La part des institutions internationales*, Paris, Presses de sciences po, 2009, p. 43.

<sup>68</sup> International Law Council of the Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation, "The Concept of the Responsibility to Protect", *International Affairs*, No. 5, 2013, p. 197.

<sup>69</sup> *Ibid.*, pp. 196-197.

## IV. LA CRISE SYRIENNE : LA GRILLE DE LECTURE DE MOSCOU

### 1. Les minorités chrétiennes

Moscou se pose en défenseur des minorités chrétiennes, en particulier en Syrie. La société arabe est majoritairement musulmane : les chrétiens représentent une population d'environ 15 millions d'habitants sur un total d'environ 260 millions<sup>70</sup>. Pour le président russe Vladimir Poutine et pour le patriarche Cyrille, la présence des chrétiens au Moyen-Orient est menacée. Leur disparition du lieu de naissance du christianisme serait, à leurs yeux, une « catastrophe civilisationnelle »<sup>71</sup>. Pour l'orthodoxie russe, il existe un universalisme du Patriarcat de Moscou. Cette ambition explique le soutien russe aux chrétiens du monde arabe en général et en Syrie en particulier. A ce propos, l'universitaire Frédéric Pichon souligne les liens entre Patriarcats pour expliquer le soutien russe aux chrétiens syriens :

« Les chrétiens dits « grecs-orthodoxes » sont en effet les plus nombreux parmi cette communauté et les liens entre les deux Patriarcats encore très vivaces, 70 ans après la visite du Patriarche d'Antioche à Staline en 1943. Cette présence syrienne orthodoxe est encore très visible à Moscou. Toutes choses égales d'ailleurs, la Russie renoue en quelque sorte avec la tradition impériale, où la communauté chrétienne orthodoxe servait de levier à l'influence russe dans la région »<sup>72</sup>.

Cette analyse est confirmée par le patriarche Cyrille qui affirme pour sa part que « soutenir l'Eglise orthodoxe à l'étranger revient à renforcer la présence russe dans les autres pays »<sup>73</sup>. L'Eglise orthodoxe russe soutient financièrement le patriarcat d'Antioche afin d'apporter une aide aux « victimes » de la guerre civile en Syrie.

« Au début du mois d'août 2013, le Département de l'action caritative et du ministère social du Patriarcat de Moscou a transféré sur le compte bancaire du Patriarcat d'Antioche 1 320 407 dollars US. Cette somme a été collectée avec la bénédiction du Patriarche Cyrille de Moscou et de toute la Russie dans les paroisses de l'Église orthodoxe russe. L'argent est destiné à venir en aide aux victimes des opérations militaires en Syrie »<sup>74</sup>.

<sup>70</sup> De Sa Béatitude Gregorios III Lahhman, Patriarche gréco-melchite d'Antioche, d'Alexandrie, de Jérusalem et du reste de l'Orient Gregorios-III Laham, « L'Eglise des Arabes, une responsabilité spéciale », *Oasis*, 29 octobre 2012. Disponible : <http://www.oasiscenter.eu/fr/articles/chr%C3%A9tiens-d-orient/2012/10/29/l-eglise-des-arabes-une-responsabilit%C3%A9-sp%C3%A9ciale> (7 août 2013).

<sup>71</sup> Voir, sur cette question de l'influence de l'Eglise Orthodoxe sur la vision russe des relations internationales, Dmitri Trenin, « Orthodox Diplomacy », *Eurasia Outlook*, Carnegie Moscow Center, 26 juillet 2013. Disponible : <http://carnegie.ru/eurasiaoutlook/?fa=52501> (consulté le 2 août 2013).

<sup>72</sup> Frédéric Pichon, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, n°1, printemps 2013, p. 110.

<sup>73</sup> Patriarch Kirill, « Russia's Spiritual Mission », *International Affairs*, Vol. 27, n° 2, 2011, p. 10.

<sup>74</sup> Service de presse du Département synodal de l'action caritative et du service social « L'Église orthodoxe russe a transféré au Patriarcat d'Antioche des moyens financiers recueillis pour les victimes du conflit armé en Syrie », Eglise orthodoxe russe, 7 août 2013. Disponible : <https://mospat.ru/fr/2013/08/07/news89829/> (consulté le 13 janvier 2013).

Le Primat de l'Église d'Antioche, Sa Béatitude le Patriarche Jean X d'Antioche et de toute la Syrie dans la lettre qu'il a envoyée, le 21 juillet 2013, à Sa Sainteté le Patriarche Cyrille de Moscou et de toute la Russie confirme la force des liens qui unissent ces deux branches de l'Orthodoxie :

« Rien d'étonnant à ce que la grande Église russe et le grand peuple russe, qui a toujours soutenu sa sœur l'Église d'Antioche et compati aux souffrances du peuple syrien, ait pris une telle initiative caritative »<sup>75</sup>.

Lors de la rencontre entre les Primats et les représentants des Églises orthodoxes russes rassemblés à Moscou pour la célébration du 1025e anniversaire du Baptême de la Russie, les parties ont adopté une déclaration commune. Le 25 juillet 2013, ce document a été remis lors d'une cérémonie officielle au Kremlin, par le patriarche Cyrille au président russe Vladimir Poutine :

« [le Conseil épiscopal estime que] la disparition du christianisme dans les terres où il a existé durant deux millénaires et où se sont déroulés les principaux événements de l'histoire sainte, est une tragédie spirituelle et historique. Dans le feu d'une guerre fratricide [en Syrie], il se produit une extermination massive des chrétiens et des représentants d'autres groupes religieux, écartés de leurs villes et villages de naissance, des lieux où ils avaient voisiné pendant des siècles avec les représentants d'autres traditions religieuses. Nous souffrons avec tout le peuple souffrant de Syrie. Nous exigeons la libération immédiate de deux éminents hiérarques chrétiens de Syrie, enlevés en avril par des bandes armées : le métropolitain Paul d'Alep et d'Iskenderun et le métropolitain Syriaque Jacobite Mar Grégoire Jean Ibrahim d'Alep »<sup>76</sup>.

Cette solidarité s'explique car la relation entre la Russie et les chrétiens orthodoxes du Moyen-Orient s'inscrit dans le temps long. C'est au lendemain de la signature du traité de paix russo-ottoman de Küçük Kaynarca en 1774 que la Russie devient, en outre, protectrice des orthodoxes de l'Empire ottoman. En 1882, la Société impériale orthodoxe est fondée. Après la parenthèse soviétique, on retrouve ce facteur orthodoxe dans la politique régionale de Moscou. Pour les partisans chrétiens de l'opposition syrienne, les chrétiens soutenus par Moscou sont des alliés de la dictature de Bashar al-Assad. Ainsi, selon le père Paolo d'all Oglio, le patriarche maronite à Beyrouth serait pro-régime de même que le patriarche orthodoxe de Damas. Le patriarche grec catholique à Damas serait quant à lui un acteur principal de la manipulation de l'information internationale en faveur du régime<sup>77</sup>.

Par ailleurs, Moscou s'inquiète d'une reproduction, en Syrie, du modèle irakien. En effet, depuis l'intervention militaire américaine, en 2003, les chrétiens d'Irak ont été parmi les principales victimes de la déliquescence de l'Etat irakien. Le déclin varie d'une estimation allant de 50% à 70%. Selon Herman Teule, professeur spécialiste des chrétiens d'Orient à l'Université Radboud aux Pays-Bas, le déclin est bien de 70% puisqu'on est passé d'une communauté de 850 000 chrétiens avant la guerre à 250 000 chrétiens dix ans plus tard. La baisse du nombre d'Églises est également significative : 300

---

<sup>75</sup> Ibid.

<sup>76</sup> Ibid.

<sup>77</sup> Père Paolo Dall' Oglio, « Le dialogue devient un lieu de révélation », *Le Monde des religions*, n° 60, juillet-août 2013, p. 81.

avant la chute du régime de Saddam Hussein, 57 dix ans après<sup>78</sup>. La seule solution, pour éviter une disparition complète a été, pour les chrétiens, de se réfugier dans la province du Kurdistan d'Irak : la population de la communauté chrétienne irakienne résidant dans cette province a probablement doublé en l'espace d'une décennie selon le professeur Teule<sup>79</sup>. On peut également observer dans le cas de la guerre civile syrienne, des déplacements de nombreux chrétiens syriens vers la province kurde de Syrie ainsi que des migrations vers l'Arménie, en particulier des Arméniens originaires de la ville d'Alep.

S'agissant de la question kurde, c'est dans un communiqué, que le ministère russe des Affaires étrangères a indiqué la position officielle de la Russie :

« Nous condamnons résolument les attaques des radicaux contre la population pacifique kurde. Nous entendons obtenir que les autorités syriennes et tous les groupes d'opposition dont notamment les représentants du Conseil suprême kurde, prennent l'engagement commun, lors de la conférence sur la Syrie Genève 2, de viser à éliminer ou à chasser du territoire syrien toutes les organisations terroristes et extrémistes liées à al-Qaïda»<sup>80</sup>.

Comme cela est souligné ci-dessous, la lutte contre al-Qaïda constitue, avec le soutien aux chrétiens orthodoxes de Syrie, l'un des principaux critères sur lesquels se fonde la position diplomatique de Moscou vis-à-vis de la crise syrienne.

## 2. *La question de la montée des tensions confessionnelles sunnites-chiites*

Moscou a adopté une position pragmatique face aux fractures sunnites-chiites. Comme nous l'avons déjà souligné, dans son dialogue avec l'Islam, l'interlocuteur de l'Eglise orthodoxe russe est le clergé chiite iranien. Ce choix d'une représentation institutionnelle chiite de l'Islam s'explique par plusieurs facteurs : d'abord, les 20 millions de musulmans russes sont sunnites, il est donc plus facile d'agir avec un pays musulman chiite dont les liens avec les musulmans sunnites de Russie sont pour le moins ténus. Ensuite, il n'y a pas de représentation institutionnelle sunnite alors qu'il existe un clergé chiite institutionnalisé au sein de la théocratie iranienne. Enfin, compte tenu de l'approche sécuritaire de l'Etat russe vis-à-vis des réseaux wahhabites soutenus par l'Arabie Saoudite, il est plus pertinent pour des raisons géopolitiques de mettre en œuvre un dialogue Orthodoxie-Islam avec des représentants musulmans chiites.

Par ailleurs, la Russie s'inquiète de la division confessionnelle croissante au Moyen-Orient entre sunnites et chiites. La lutte contre l'islamisme radical est aussi une priorité russe au Moyen-Orient avec une vision déterminée par l'expérience de l'Etat russe dans sa lutte contre les mouvements

<sup>78</sup> Larry McGill, "Can Christianity Survive in the New Iraq? (Teule)", *Juan Cole. Informed Comment*, 23 July 2013. Disponible : [http://www.juancole.com/2013/07/christianity-survive-teule.html?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=feed&utm\\_campaign=Feed%3A+juancole%2Fymbn+\(Informed+Comment\)](http://www.juancole.com/2013/07/christianity-survive-teule.html?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+juancole%2Fymbn+(Informed+Comment)). (Accès le 23 juillet 2013).

<sup>79</sup> Ibid.

<sup>80</sup> « Syrie: les autorités et l'opposition doivent chasser les terroristes d'Al-Qaïda », *RIA Novosti*, 1<sup>er</sup> août 2013. Disponible : <http://fr.ria.ru/world/20130801/198912922.html> (consulté le 13 janvier 2014).

islamistes de la mouvance wahhabite au Caucase du Nord pendant les guerres de Tchétchénie et au Daghestan. En conséquence, la Russie s'oppose à ce qu'elle perçoit comme « la montée de l'islamisme » au Moyen-Orient en réaction à une crise des idéologies sécularistes. La Russie ne distingue pas véritablement les djihadistes des Frères musulmans. Du point de vue de Moscou, il s'agit de mouvements islamistes hostiles aux intérêts russes dans la région. Pour autant, et en dépit de ses préférences idéologiques, la Russie a une approche pragmatique vis-à-vis de l'ensemble des forces politiques au Moyen-Orient y compris des groupes issus de la mouvance des Frères musulmans comme le Hamas palestinien. A titre d'illustration, au lendemain de la victoire du Hamas aux élections palestiniennes, en 2006, la Russie s'est prononcée en faveur du dialogue avec le mouvement islamiste palestinien. Au lendemain d'une rencontre avec Khaled Meshal, au Caire, à l'automne 2006, Evgueni Primakov explique que la Russie a des relations privilégiées avec la Syrie et que Moscou entretient des contacts avec l'ensemble des parties, dont le mouvement chiite libanais Hezbollah et le Hamas palestinien. Selon Primakov: la stratégie russe au Moyen-Orient se fonde sur deux piliers qui lui permettent d'être un acteur incontournable :

« La Russie peut jouer un rôle encore plus important que ces dernières années. Tout d'abord parce que nous nous tenons sur nos deux jambes dans la région: nous avons des relations avec Israël et avec les pays arabes »<sup>81</sup>.

Ces relations doivent être, selon Primakov, équilibrées entre les deux parties et que le dialogue avec le Hamas s'impose même si Israël s'y oppose. C'est bien cette capacité russe à entretenir des relations avec l'ensemble des acteurs régionaux qui fondent la stratégie russe au Moyen-Orient en général et à l'égard du conflit israélo-palestinien en particulier. Cette cohérence russe ainsi que la volonté de Moscou de présenter une voie diplomatique indépendante de l'Occident suscite l'intérêt des pays émergents et des Etats non-alignés.

### 3. *L'émergence d'une entente des puissances non-occidentales autour de la crise syrienne*

Pour la Russie, la gestion de la crise syrienne par la « communauté internationale » est le reflet des changements dans l'ordre international post-Guerre froide et de la reconfiguration régionale consécutive aux soulèvements arabes. Plus particulièrement, Moscou refuse l'opposition entre, d'un côté, la Russie qui soutient un « régime criminel » et de l'autre l'Occident allié des forces démocratiques. Du point de vue russe, la crise syrienne est d'abord une guerre civile aux ramifications régionales<sup>82</sup>. Par ailleurs, la Russie inscrit sa stratégie de soutien au régime syrien dans le cadre de ses intérêts politiques et économiques comme le souligne le chercheur russe Sargon Hadaya :

---

<sup>81</sup> Déclarations d'Evgueni Primakov citées in « Un dialogue avec le Hamas possible (Primakov) », *RIA Novosti*, 1<sup>er</sup> novembre 2006. Disponible : <http://fr.ria.ru/world/20061101/55286463.html> (consulté le 13 janvier 2006).

<sup>82</sup> Pour une analyse de la crise syrienne dessinant en creux la grille de lecture de Moscou : voir, Alexander Aksenonok, « Syria As a Mirror of the Changing World Order », *Russia in Global Affairs*, 15 avril 2013.

« Guided by its political and economic interests, Russia is consistently pursuing the strategy which can be described as "containment policy." The stakes in the battle over control of Syria are unprecedentedly high and its outcome will be of immense importance for Russia. Officially, Moscow insists on a political settlement among all sides and without preliminary conditions. The depth and the range of these interests account for its support of the Syrian regime both at the level of global and regional diplomacy and real politics at all levels including the measures taken but not publicized»<sup>83</sup>.

Depuis le déclenchement de la crise syrienne au printemps 2011, la ligne diplomatique énoncée de concert par Téhéran et Moscou a suscité l'irritation des chancelleries occidentales. La rhétorique diplomatique de Moscou et de Téhéran insiste en effet sur le risque terroriste en Syrie, la non-ingérence dans les affaires internes d'un Etat étranger avec l'idée sous-jacente que les accusations irano-russes d'un agenda occidental visent le changement des régimes hostiles à leurs intérêts politiques sous couvert de volonté affichée de défense des droits de l'homme et de démocratisation. Un autre aspect de la doctrine diplomatique irano-russe repose sur la nécessité de préserver le *statu quo* en Syrie car il est, pour leurs intérêts respectifs, préférable à l'émergence d'un nouveau régime qui pourrait envisager une réorientation stratégique de la politique régionale et internationale de la Syrie. Force est de reconnaître que la crise syrienne a d'abord été une poussée démocratique avant d'évoluer vers une guerre civile inter-syrienne pour devenir à l'été 2013, un affrontement aux ramifications régionales et internationales. Dans ce nouveau contexte d'extension du conflit syrien au Liban et à l'Irak, qui demeure un foyer d'instabilité plus de dix ans après l'invasion américaine, toute solution politique en Syrie doit se construire autour de l'impérieuse nécessité de la stabilisation régionale incluant à la fois les acteurs régionaux (Arabie Saoudite, Iran, Turquie, Qatar, etc.) mais aussi l'ensemble des puissances, membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies.

Depuis la réélection de Vladimir Poutine à la présidence en mars 2012, la Russie a réaffirmé sa stratégie d'indépendance vis-à-vis de l'Occident sur des questions de politique interne : interdiction des financements des ONG par des fonds étrangers, régression démocratique, accroissement de l'influence de l'Eglise orthodoxe de Russie sur la vie politique et sociale<sup>84</sup>, augmentation des investissements dans le complexe militaro-industriel. Le président russe a également décidé d'insister sur l'identité eurasiste de la Russie sur la scène internationale et sur le rôle traditionnel de la Russie, depuis l'Empire tsariste, en tant que protectrice des minorités au Moyen-Orient en général et des chrétiens d'Orient en particulier. Cette stratégie russe rejoint les préoccupations iraniennes concernant la montée des mouvements djihadistes financés et soutenus militairement par les pétromonarchies du Golfe à la suite de la crise syrienne et les deux pays partagent la même réflexion stratégique concernant les liens entre la situation au Moyen-Orient et le risque de voir un développement des activités des réseaux terroristes au Caucase notamment. Dans cet espace,

---

<sup>83</sup> Sargon Hadaya, « A Proxy War in Syria », *International Affairs (Moscow)*, No. 6, décembre 2013, p. 176.

<sup>84</sup> Dans son dernier ouvrage, l'opposant russe aujourd'hui en exil Garry Kasparov explique ainsi qu'« à la différence de l'Iran, où les imams [sic] exercent une influence sournoise, Poutine met l'Eglise orthodoxe russe en avant pour légitimer son régime répressif byzantin. Kirill a appelé son Eglise à soutenir Poutine. Dès lors qu'une institution religieuse est instrumentalisée à des fins politiques, pourquoi ne viendrait-on pas invoquer la Sainte Vierge pour qu'elle chasse Poutine ? ». Garry Kasparov, *Poutine échec et mat !*, Editions de L'Herne, Paris, 2012, p. 25.

Téhéran et Moscou sont tous deux alliés avec Erevan, l'un des principaux soutiens du régime de Bachar al-Assad. L'Arménie, la Russie et l'Iran s'inquiètent ainsi pour l'avenir de la minorité arménienne de Syrie.

Autrement dit, au-delà de ces sensibilités culturelles et religieuses communes, il existe une alliance stratégique avec la Syrie qui est au centre de la stratégie moyen-orientale de l'Iran et de la Russie. Cette dimension stratégique est aussi une question de prestige pour deux acteurs qui ont été marginalisés au Moyen-Orient dans les années 1990. Ils craignent en même temps le basculement de la Syrie dans le camp pro-occidental. Cependant, il existe des divergences irano-russes sur la question des relations avec Israël, sur la notion de « résistance » au Moyen-Orient et sur les relations avec les islamistes de la mouvance des Frères musulmans. Les élites politiques russes sont très prudentes quant aux relations entre les islamistes radicaux chiites et sunnites qui ont une matrice idéologique avec de nombreux points communs (rejet de l'existence d'Israël, de « l'impérialisme américain », etc.) tout en entretenant des coopérations tactiques. Il est donc inexact d'analyser les bouleversements stratégiques en cours au Moyen-Orient entre, d'un côté, un axe pro-sunnite soutenu par l'Occident et, de l'autre, une alliance pro-chiite soutenue par la Russie et la Chine.

Les objectifs de la Russie au Moyen-Orient relèvent de la *realpolitik* avec un refus de l'expansion de l'OTAN sur le territoire du principal allié régional de Moscou depuis la période soviétique. La crise syrienne est aussi, pour la diplomatie russe, un moyen d'assurer son indépendance vis-à-vis des chancelleries occidentales dans un contexte politique interne de réaffirmation de l'identité eurasiste de la Russie et de rejet des projets occidentaux d'exportation de la démocratie et des « valeurs » des droits de l'homme. Enfin, il existe aussi une divergence sur la méthode diplomatique occidentale fondée sur la menace du recours à la force et de l'imposition de sanctions économiques unilatérales. Tout comme dans la gestion du dossier nucléaire iranien, Moscou est favorable au dialogue et au multilatéralisme pour la résolution des crises régionales et internationales.

Pour Téhéran, la crise syrienne est le moyen d'affirmer son statut de puissance régionale incontournable et la politique de soutien à Bachar al-Assad découle d'abord de la volonté des chancelleries occidentales de rejeter l'Iran hors de son environnement régional en éliminant son influence au Levant. Il s'agit également de préserver l'unité de « l'axe de la résistance » contre Israël et de la route stratégique entre l'Iran, l'Irak, la Syrie et le Liban pour continuer d'être un acteur incontournable dans le conflit israélo-palestinien et israélo-arabe. Toutefois, ce soutien au régime de Bachar al-Assad complique les relations avec le Hamas palestinien qui tend à se rapprocher des pétromonarchies du Golfe dans un contexte d'accroissement des tensions sectaires dans la guerre civile syrienne. Au-delà de ces nuances entre les stratégies iranienne et russe dans le nouveau Moyen-Orient, les bouleversements en cours au niveau régional ont conduit au renforcement de l'axe Moscou-Téhéran sur la base d'intérêts géopolitiques convergents, en quelque sorte, suivant les grandes lignes du rapprochement irano-russe au Caucase et en Asie Centrale dans les années 1990.

Cet axe Moscou-Téhéran au Moyen-Orient s'oppose au bloc Etats-Unis-Union européenne-Arabie Saoudite. S'il existe des dimensions religieuses aux crises que traverse le Moyen-Orient, la raison d'être de l'antagonisme est principalement politique. Ainsi, selon Téhéran, la rivalité avec l'Arabie Saoudite qui est une donnée structurelle des relations internationales de l'Iran depuis la Révolution

islamique de 1978-1979, résulte des relations d'hostilité irano-occidentales. Selon le prisme iranien, « *confrontation between Iran and the West gradually paved the way for parallel conflict of interests between Iran and Saudi Arabia* »<sup>85</sup>. En revanche, pour l'Arabie Saoudite, l'Iran constitue une menace en raison de ses ambitions nucléaires mais aussi de sa politique régionale de « résistance » qui marginalise la diplomatie publique des régimes arabes modérés<sup>86</sup>.

La crise syrienne de 2011-2014 a vu le régime alaouite de Bachar al-Assad contesté par sa population. Cette crise de légitimité s'est traduite par l'éclatement d'une guerre civile qui a des ramifications régionales et une portée internationale. Elle a conduit, dans un premier temps, à un rapprochement entre les puissances favorables au *statu quo* : le régime alaouite en place en Syrie, la Russie<sup>87</sup>, la Chine et l'Iran. Vu d'Iran, la question des relations avec la Syrie est, dans cette période de crise, analysée selon le prisme idéologique khomeyniste de confrontation avec l'Occident. Ainsi, selon le conseiller diplomatique du Guide suprême, Ali-Akbar Velayati, l'offensive diplomatique occidentale contre le régime de Bachar al-Assad trouve son fondement dans la stratégie anti-sioniste défendue par l'axe irano-syrien. Il explique ainsi que : « *[I]es Occidentaux s'en sont pris au point le plus sensible de l'axe de la Résistance ignorant que l'Iran, l'Irak et le Hezbollah apportent leur soutien sans faille à la Syrie. La Chine et la Russie se sont également tournés [vers nous] car ils ont compris que le monde était en voie de changement* »<sup>88</sup>.

Plus largement, selon les regards chinois, russes et iraniens<sup>89</sup>, les changements au Moyen-Orient se traduisent par l'affaiblissement des puissances occidentales dans la région. Cette dimension idéologique anti-occidentale explique en grande partie la nature décalée de la rhétorique diplomatique de ces pays en relation avec une situation qui est analysée en Occident comme la crise d'un régime autoritaire. De surcroît, l'Iran, la Russie et la Chine définissent leur position diplomatique en fonction d'un second paramètre qui peut se résumer par un choix entre l'ordre (le maintien du régime en place avec des réformes cosmétiques) et le chaos (le changement de régime et l'arrivée au pouvoir d'une opposition hétéroclite). A cette peur du chaos, il faut souligner la persistance d'une hostilité des Etats russe et iranien à l'encontre des mouvements salafistes et wahhabites dont l'influence est significative au sein de l'opposition syrienne.

En conséquence, le dossier syrien constitue un test pour le renforcement de l'entente russo-iranienne car il occupe, au sein de la politique étrangère de Moscou, un niveau de priorité similaire aux évolutions géopolitiques de l'« *étranger proche* »<sup>90</sup>. Enfin, l'entente entre la Russie, l'Iran et la Chine sur la question syrienne se fonde sur leur prudence vis-à-vis des aspirations démocratiques d'une partie de la société syrienne. En effet, toute contestation démocratique d'un ordre politique

---

<sup>85</sup> Hassan Ahmadian, "Iran's Relations with Saudi Arabia during Rouhani's Tenure", *Iran Review*, 27 juillet 2013. Disponible: <http://www.iranreview.org/content/Documents/Iran-s-Relations-with-Saudi-Arabia-during-Rouhani-s-Tenure.htm> (consulté le 29 juillet 2013).

<sup>86</sup> Voir le câble diplomatique : « Saudi Views On Iran », US Embassy Riyadh (Saudi Arabia), 10 janvier 2009.

<sup>87</sup> Sur la place de la Syrie dans la diplomatie moyen-orientale russe, voir Andrej Kreutz, « Syrie : le meilleur atout de la Russie au Moyen-Orient », *Russie.Nei.Visions*, No. 55, novembre 2010, pp. 12-13.

<sup>88</sup> Déclarations citées par le journal, *Iran*, 25 février 2012.

<sup>89</sup> Ali Parchami, « The 'Arab Spring': the view from Tehran », *Contemporary Politics*, Vol. 18, No. 1, mars 2012, pp. 35-52.

<sup>90</sup> Vali Kouzegar Kaleji, « Common Goals and Interests of Iran and Russia in Syria », *Iran Review*, 17 février 2012.

donné constitue une menace indirecte pour la permanence de leurs propres systèmes politiques autoritaires.

Du point de vue chinois, cet argument de la connivence entre régimes autoritaires doit être nuancé. Pour les élites politiques chinoises, il existe une méfiance vis-à-vis des révoltes populaires comme les manifestations qui ont eu lieu, en Chine, pendant l'hiver 2011, en solidarité avec le mouvement populaire tunisien. Cette méfiance ne signifie pas pour autant qu'il existe une symétrie entre les soulèvements arabes et la situation chinoise. En effet, les dirigeants chinois sont conscients des différences entre le contexte dans lequel ont émergé les manifestations dans le monde arabe et la réalité chinoise. En Chine, le régime de la République populaire bénéficie d'une légitimité certaine auprès de la majorité de l'opinion publique et il ne peut y avoir de phénomène de contestation transfrontalier comme le sentiment panarabe qui a contribué à la diffusion de la contestation populaire de l'ordre politique établi au début des soulèvements. Selon cette lecture, il existe donc un « bon » et un « mauvais » autoritarisme, une distinction qui permet au régime chinois de se distinguer des régimes autoritaires arabes renversés par des mouvements populaires.

Enfin, suivant la grille de lecture chinoise, rejoignant ici la vision russe, le facteur islamique est un paramètre important dans l'explication des causes et des processus révolutionnaires arabes. Tout comme pour Moscou, l'islamisme radical est la principale menace interne avec la question ouïghour et, en conséquence, la Chine se présente plutôt comme une puissance du *statu quo* dans le monde arabe, et cela, afin de poursuivre l'objectif politique de lutte contre les mouvements islamistes.

L'enthousiasme occidental pour les révoltes arabes découle d'une sympathie pour les aspirations à plus de liberté et de justice sociale des populations arabes ; un constat s'impose : les diplomaties russe et iranienne n'ont pas ce même enthousiasme. Enfin, la Syrie occupe une place particulière dans la géopolitique régionale. En conséquence, les monarchies arabes du Golfe tout comme les Etats occidentaux aspirent à affaiblir l'influence iranienne au Moyen-Orient en poursuivant une politique visant au changement de régime en Syrie. Ces projets diplomatiques sont rejetés par les diplomaties russe et iranienne en raison de leur méfiance vis-à-vis des djihadistes sunnites. En conclusion, la crise syrienne tend à rapprocher pour des raisons idéologiques, confessionnelles (fracture sunnites-chiites) et géopolitiques, les positions de Téhéran et de Moscou.

Cette communauté de vues irano-russes est en partie celle des autorités politiques chiites irakiennes. On retrouve en creux de cette connivence sur la crise syrienne, une même hostilité contre les mouvements salafistes et wahhabites qui luttent contre le régime alaouite de Bachar al-Assad. Dans ce contexte et compte tenu de la centralité de la crise syrienne dans les bouleversements géopolitiques en cours, il faut analyser les divergences de vues avec l'Occident en général et avec les Etats-Unis en particulier dans un premier temps (2001-2013) et au cours de la dernière année l'émergence d'une connivence russo-américaine liée à la montée en puissance des mouvements djihadistes au sein de l'opposition syrienne, mouvements pareillement hostiles aux intérêts russes et occidentaux. En revanche, l'entente avec les pays émergents regroupés au sein des BRICS (Brésil,

Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud) est limitée par l'absence de volonté de Pékin et Moscou de défendre une réforme du Conseil de sécurité des Nations unies.

## ■ LA REALPOLITIK RUSSE AU MOYEN-ORIENT

### I. LA RUSSIE FACE AU RISQUE DE LA PROLIFERATION NUCLEAIRE AU MOYEN-ORIENT

#### 1. *La doctrine nucléaire russe et le dossier iranien*

La question de la nécessaire lutte contre la prolifération nucléaire au Moyen-Orient qui est l'une des priorités premières des chancelleries occidentales est aussi admise par Moscou. En effet, en tant que puissance dotée de l'arme nucléaire, la Russie n'a pas intérêt à l'émergence d'un Iran nucléaire sur son flanc sud. Mais la Russie défend aussi le désarmement nucléaire d'Israël et ne craint pas d'effectuer une symétrie (rejetée par les chancelleries occidentales) entre les dossiers nucléaires iranien et israélien. Ainsi, des divergences sont apparues entre Moscou et Washington sur les questions de prolifération nucléaire même si, sur le plan formel, les deux Etats sont favorables au renforcement du système juridique existant :

« Moscow and Washington jointly press for strengthening the Nuclear Arms Non-Proliferation Treaty (NPT). In fact, there have emerged differences between Russia and the United States stemming from their different policies towards outsider states in the international non-proliferation system»<sup>91</sup>.

Sur un autre dossier lié à la prolifération nucléaire, on remarque une convergence de point de vue sur l'existence d'une question nucléaire iranienne mais des divergences demeurent entre Moscou et Washington tant sur le fond du dossier que sur la méthode diplomatique pour parvenir à un règlement politique du problème. En effet, Moscou et Washington sont d'accord pour constater que l'une des questions majeures pour la stabilité du Moyen-Orient est l'ambition de Téhéran de parvenir à la souveraineté nucléaire. Comme nous l'avons déjà souligné la Russie n'a pas intérêt à l'émergence d'un Iran nucléaire, ce qui explique sa prudence dans la mise en œuvre des coopérations dans le nucléaire civil avec l'Iran. En ce sens, Moscou rejoint les craintes occidentales mais juge alarmistes les perceptions quant à l'imminence de l'acquisition par l'Iran d'une capacité

---

<sup>91</sup> Alexey Fenenko, « After the Reset », *Russia in Global Affairs*, 15 avril 2013.

nucléaire militaire<sup>92</sup>. Selon Moscou, le délai pour Téhéran d'une acquisition d'une arme atomique, si une décision iranienne était prise en ce sens, serait de 10 à 15 ans.

Du point de vue politique, elle représente un acteur central. Les Etats arabes et Israël s'inquiètent également du risque de prolifération nucléaire au Moyen-Orient si l'Iran devient un Etat nucléaire. En conséquence, ils exercent des pressions sur le complexe militaro-industriel russe, très dépendant de ses clients étrangers, en particulier pendant les années 1990<sup>93</sup>, pour limiter les coopérations irano-russes dans des domaines sensibles comme le nucléaire civil et l'armement. Par ces réseaux qui lient le complexe militaro-industriel russe et les responsables de la République islamique d'Iran, Moscou dispose d'une marge de manœuvre pour influencer sur les choix nucléaires de l'Iran. Moscou, de fait, a intérêt à prolonger le *statu quo*. Il est vrai que ses échanges commerciaux avec l'Iran sont en baisse : ils sont passés de 3,7 milliards de dollars en 2008 à environ 2,3 milliards en 2012<sup>94</sup>. Mais la Russie a une capacité de résilience face à la volonté des autorités américaines d'imposer des sanctions économiques extraterritoriales. La Russie ne doit pas choisir entre les marchés américain ou iranien, notamment s'agissant de la construction de centrales nucléaires.

Après la mise en marche de la centrale de Bouchehr en février 2010, le réacteur a finalement été inauguré le 18 septembre 2011. Pour l'Iran, il s'agit alors de la première installation nucléaire civile à être mise en service. Dans l'histoire du nucléaire civil, la centrale de Bouchehr restera comme la centrale dont la durée de construction a été la plus longue (1975-2011) même s'il faut tenir compte de l'interruption liée au changement de politique nucléaire au lendemain de la révolution islamique et les bombardements irakiens pendant la première guerre du Golfe (1980-1988). Plus encore, de nouvelles difficultés techniques ont été rencontrées pour la mise en exploitation de la centrale qui, finalement, n'a été pleinement opérationnelle qu'au début de l'année 2013. Enfin, ce n'est qu'en septembre 2013 que les ingénieurs iraniens ont pris le contrôle partiel de la centrale après la signature d'un contrat d'une durée de deux ans entre les parties russe et iranienne. Durant cette période la Russie poursuit son assistance technique grâce à la présence d'experts russes et s'il y a des problèmes de fonctionnement, c'est la société russe qui devra les prendre en charge. La centrale de Bouchehr a été construite par l'Agence fédérale russe de l'énergie atomique (ROSATOM) et elle sera gérée par la Compagnie iranienne de production et de développement de l'énergie atomique, qui dépend de l'Organisation iranienne pour l'énergie atomique<sup>95</sup>.

Par ailleurs, selon Ali Akbar Salehi, président de l'Organisation iranienne pour l'énergie atomique, le fonctionnement de la centrale de Bouchehr est normal et l'Iran est en négociation avec la Russie pour la construction de quatre nouvelles centrales nucléaires. Ces déclarations montrent que la

---

<sup>92</sup> Vladimir Sazhin, « Iran's Nuclear Programme. A Russian Perspective » in *Iran. The Moment of Truth*, Centre for European Policy Studies, ESF Working Papers, juin 2005, p. 12.

<sup>93</sup> Vicken Cheterian, « Etat de choc pour l'industrie russe » in « L'armée dans ses tous états », *Manière de voir*, n° 126, décembre 2012, p. 80.

<sup>94</sup> Andrey Baklanov, « The Iranian Key to the Middle East Door », *Russia in Global Affairs*, 27 octobre 2013.

<sup>95</sup> AFP/Téhéran, « L'Iran prend le contrôle de sa centrale nucléaire de Bouchehr », *lapresse.ca*, 23 septembre 2013. Disponible : <http://www.lapresse.ca/international/dossiers/nucleaire-iranien/201309/23/01-4692231-liran-prend-le-contrôle-de-sa-centrale-nucleaire-de-bouchehr.php> (consulté le 9 janvier 2014).

coopération dans le nucléaire civil est devenue un élément structurant de la relation irano-russe, depuis la fin des années 1990, et cela, malgré des difficultés récurrentes dans la coopération bilatérale :

« Pour convertir le combustible, la centrale de Bouchehr suspendra ses activités pour une durée de deux mois [...] Pour la construction de quatre nouvelles centrales, nous sommes en négociations avec la partie russe [...] Nous installerons mille nouvelles centrifugeuses de génération IR-2m mais pour le moment, le gaz UF<sub>6</sub> ne leur sera pas injecté. Cette décision politique date du précédent gouvernement »<sup>96</sup>.

Au début de l'année 2014, il semble que de réelles négociations ne soient entamées que pour la construction d'une seconde centrale à Bouchehr d'une capacité de 1000 mégawatts. En 2010, il est probable qu'Israël, avec le soutien de Washington, ait utilisé un virus informatique, appelé « Stuxnet », pour endommager les installations d'enrichissement d'uranium de Natanz et ralentir la mise en service de la centrale nucléaire de Bouchehr. Ces attaques cybernétiques visant le fonctionnement des installations techniques se sont poursuivies avec le recours aux virus Flame et, dans sa nouvelle version miniFlame<sup>97</sup>. Du point de vue iranien, malgré les contraintes externes liées aux pressions économiques internationales et à la guerre larvée des Etats-Unis et d'Israël contre ses installations nucléaires, il n'en reste pas moins que les multiples retards russes dans la mise en route de la centrale de Bouchehr ont constitué, entre la signature du contrat (1995) et la mise en service de la centrale (2011), un facteur de tensions dans la relation bilatérale. En dépit de la lucidité des élites politiques iraniennes quant à l'ambivalence russe dans ses relations avec Téhéran, faute de fournisseur alternatif crédible, l'Iran est devenu, depuis 1991, dépendant de Moscou pour des transferts de technologies militaires et les coopérations dans le nucléaire civil. Malgré ces difficultés récurrentes dans les coopérations bilatérales, il est important de reconnaître que l'émergence d'un nouveau Moyen-Orient a plutôt favorisé un rapprochement irano-russe.

Dans les domaines de l'aéronautique ou de l'armement, la situation actuelle est une aubaine pour la Russie. Souvent, la question iranienne sert à Moscou de monnaie d'échange pour régler d'autres dossiers bilatéraux avec les Etats-Unis. Ainsi, en 2010, la Russie a refusé de livrer des missiles S300 à l'Iran, alors qu'elle aurait pu le faire. C'était une manière pour le président russe de l'époque, Dmitri Medvedev, de montrer son ouverture par rapport aux préoccupations de l'administration Obama et d'obtenir des compensations sur la question du bouclier antimissile.

Sur le plan politique, Pékin s'aligne sur la position russe, comme le font aussi la plupart des pays émergents. La Chine joue davantage un rôle économique, puisque ses échanges avec l'Iran sont beaucoup plus importants et avoisinent les 40 milliards de dollars. Pékin et Moscou misent exclusivement sur une solution diplomatique. Mais il est vrai aussi que tous ces acteurs ont une logique partagée de grandes puissances et veulent garder intactes leurs prérogatives nucléaires. C'est la Russie qui maintient le cap, s'opposant à la fois aux sanctions internationales ainsi qu'à un

---

<sup>96</sup> Déclarations d'Ali Akbar Salehi, 9 Day 1392 (30 décembre 2013).

<sup>97</sup> « Après Flame, miniFlame repéré en Iran et au Liban », *L'Orient-Le Jour*, 15 octobre 2012.

Iran qui disposerait du nucléaire militaire. Dans les faits, les Etats-Unis eux-mêmes se sont rapprochés de la position russe, puisqu'ils acceptent désormais que l'on procède « étape par étape » pour un règlement du différend nucléaire. Une méthode que la Russie prône depuis l'été 2011. En ce sens, la mise en œuvre de l'accord de Genève, à partir du 20 janvier 2014, constitue, *a posteriori*, une mise en pratique de la méthode diplomatique fondée sur le dialogue et la négociation préconisée par Moscou depuis le déclenchement de la crise nucléaire iranienne il y a plus de dix ans.

## 2. *Les autres Etats de la région face à la stratégie russe : Turquie, Etats arabes « modérés » et Israël*

Tout d'abord, il faut souligner que la présence de nombreux citoyens russes en Israël et dans les pays arabes renforce la dimension de politique intérieure russe des questions moyen-orientales<sup>98</sup>. Au-delà de ces déterminants internes de la politique russe dans la zone, il existe des contraintes externes comme, par exemple, les stratégies des Etats arabes et d'Israël par rapport aux coopérations irano-russes dans des domaines sensibles comme le nucléaire civil et l'armement. L'avantage principal de Moscou est la prudence de sa diplomatie. En prenant partie pour le statu quo, qui sert ses intérêts selon l'analyse des décideurs russes, Moscou ne prend pas le risque d'apparaître comme responsable de l'émergence d'une situation de chaos ou de guerre civile à la suite de la chute d'un dictateur. L'autre force de la diplomatie russe est sa capacité à entretenir des relations de dialogue diplomatique avec l'ensemble des parties en conflit. Moscou ne refuse pas *a priori* un contact diplomatique en raison de l'identité de son interlocuteur étatique. Cela lui permet de se positionner comme médiateur dans les crises régionales, qu'il s'agisse du conflit israélo-palestinien, de la crise nucléaire iranienne ou de la guerre civile en Syrie.

Avec la Turquie, malgré la divergence d'analyse sur la crise syrienne, il existe des relations anciennes construites autour d'intérêts énergétiques communs et d'une connaissance réciproque s'inscrivant dans le temps long des Empires Ottoman et tsariste. En mai 2010, la déclaration de Téhéran conclue entre l'Iran, la Turquie et le Brésil a démontré la capacité diplomatique de la République islamique à remettre en cause « *l'ordre international occidental* ». Or la Russie est partie intégrante de ce sommet de la hiérarchie internationale contesté par Téhéran et par ses partenaires du moment, le Brésil et la Turquie. Officiellement, la réaction russe a été positive à la suite de la conclusion de cet accord de règlement provisoire de la question nucléaire iranienne signé entre l'Iran et ces deux puissances émergentes.

Cet accord est d'ailleurs construit, dans ses grandes lignes, en suivant le modèle de la proposition russe de 2005 visant à enrichir l'uranium iranien en Russie ; cette proposition avait *in fine* connu un aboutissement dans l'accord de Genève d'octobre 2009. Cet accord de principe prévoyait un transfert d'uranium légèrement enrichi vers la Russie puis la France. Certes, la réunion de Genève du 1<sup>er</sup> octobre 2009 revêtait une dimension historique puisqu'il s'agissait de la première rencontre

---

<sup>98</sup> Irina Zvyagelskaya, « Beyond the 'Arab Spring'. Russia's Security Interests in the Middle East », *Note de l'Ifrri*, juin 2012, p. 5.

bilatérale à un niveau aussi élevé entre des officiels iraniens et américains depuis trente ans. Cependant, si la délégation iranienne a d'abord donné son accord sur le principe de l'échange d'uranium, les négociateurs iraniens ont refusé de faire sortir du territoire national une partie significative (1200 kg) des 1500 kg d'uranium enrichi à 3,5% dont disposait alors la République islamique. Autrement dit, tout comme l'Iran n'avait pas explicitement refusé la proposition russe de 2005, en ne répondant pas positivement à l'accord de Genève d'octobre 2009, la République islamique avait réduit à néant les ambitions russes de médiation entre l'Iran et l'Occident. En novembre 2009, des négociations turco-iraniennes portaient sur un échange de l'uranium iranien avec les pays occidentaux qui pourrait avoir lieu en Turquie – et non pas en Iran, en Russie ou en France.

En décembre 2009, le ministre iranien des Affaires étrangères déclare que son pays est disposé à transférer son uranium en Turquie dans ce qui apparaît déjà comme l'acceptation d'une contre-proposition par Téhéran<sup>99</sup>. Cette attitude diplomatique traduit une fois de plus la permanence d'une diplomatie islamique de contournement de la hiérarchie internationale. Cette concurrence diplomatique turco-russe pour le règlement de la question nucléaire iranienne ne semble pas néanmoins en mesure de remettre en cause la gestion par l'Occident de ce dossier ni le rapprochement entre les deux pays.

La Russie est le premier fournisseur de gaz de la Turquie. Les premières exportations datent de la période soviétique puisque les livraisons de gaz russe à la Turquie ont débuté le 8 septembre 1984<sup>100</sup>. Cette position privilégiée sur le marché turc permet de pallier aux interruptions des exportations de gaz iranien en cas de nécessité. Aussi, en 2010, les exportations de gaz iranien vers la Turquie ont été suspendues pendant 11 jours, à partir du 25 août, suite à une explosion sur le gazoduc reliant les deux pays. La Turquie a accusé le PKK d'être responsable de cet incident. Il semblerait néanmoins que cet incident soit le fait d'une action de l'Etat turc. Elle viserait à éviter le paiement de pénalités consécutives au non-relèvement du gaz iranien prévu par le contrat gazier liant les deux pays.

Le vice-ministre iranien du pétrole, Javad Owji a annoncé, le 7 septembre 2010 que les exportations de gaz avaient repris à hauteur de 6 millions de m<sup>3</sup> par jour en attendant la fin des opérations de réparation et le retour à la normale. Pour compenser cette baisse, Gazprom a doublé ses livraisons de gaz à la Turquie par le gazoduc Blue Stream. Selon le porte-parole de Gazprom, Sergueï Kupriyanov, les exportations gazières russes via Blue Stream atteignent désormais 37 millions de m<sup>3</sup> par jour. Cette augmentation s'explique aussi par l'augmentation de la demande gazière turque consécutive au retour de la croissance économique<sup>101</sup>.

La Russie profite de sa position dominante pour exiger le paiement des quantités de gaz invendues que la Turquie s'était engagée à importer préalablement. L'Iran ne dispose pas d'une telle capacité à imposer, de manière systématique, le respect des obligations commerciales par ses partenaires.

---

<sup>99</sup> Voir Gonul Tol, « Turkey's Warm Ties with Iran: A Brief History », *insideIRAN.org*, 17 March 2010.

<sup>100</sup> Voir Youri Roubinski, *Moscou et Ankara. Murailles ou passerelles entre l'Europe et l'Asie ?*, IFRI, Paris, 2002, p. 45.

<sup>101</sup> Entretien avec *RIA Novosti*, 26 août 2010.

Aussi, la Turquie ne paiera pas de pénalités en conséquence du non-respect de ses engagements pour l'achat de gaz iranien pour l'année 2010. Le ministre turc de l'énergie, Taner Yildiz, a ainsi déclaré le 7 janvier 2011 : « *we will not be paying Iran anything this year under take-or-pay deal for natural gas. However, such payment will be made to Russia by large* »<sup>102</sup>. En 2008, la Turquie avait payé 704 millions de dollars pour du gaz naturel qu'elle n'avait pas acheté en contradiction avec ses engagements contractuels. De même, en 2009, le différend sur le contrat d'approvisionnement gazier entre la Turquie et l'Iran a été réglé, moyennant le paiement par la société Botaş d'une amende d'environ 600 millions de dollars. On rappellera que la Turquie a longtemps refusé de payer les quantités de gaz non fournies par l'Iran en 2009. La République islamique a alors fait jouer les termes du contrat de type « *take or pay* » (engagement d'achat ferme) conclu en août 1996.

En dépit de ces disputes commerciales, la complémentarité des fournisseurs russes et iraniens dans le secteur gazier est réelle. Elle se retrouve d'ailleurs peu ou prou dans le secteur pétrolier. En effet, l'Iran est le second fournisseur de pétrole de la Turquie après la Russie. Les importations totales de pétrole de la Turquie ont atteint 20,3 millions de tonnes pour les neuf premiers mois de 2010 : la Russie occupe donc la place de premier fournisseur avec 6,6 millions de tonnes, l'Iran suit avec 5,3 millions de tonnes devant l'Irak (1,4 millions de tonnes) et l'Arabie Saoudite (1,3 millions de tonnes). Au-delà de ces relations énergétiques croissantes, la réconciliation turco-russe a contribué à l'accroissement significatif des relations commerciales bilatérales qui sont de l'ordre de 10 milliards de dollars dans les années 1990. Au début des années 2000, la Russie occupe la seconde place comme client de l'industrie touristique turque avec 606 000 touristes pour la seule année 2000<sup>103</sup>. En 2010, c'est plus de trois millions de touristes russes qui se sont rendus en Turquie<sup>104</sup>.

Par ailleurs, en 2009, les relations commerciales atteignent 19.6 milliards de dollars en baisse de 40% par rapport à 2008. En 2010, le président Medvedev a fixé comme objectif un commerce bilatéral de l'ordre de 100 milliards de dollars d'ici 5 ans<sup>105</sup>. Ces relations commerciales incluent notamment la construction d'un réacteur nucléaire en Turquie par un consortium russe<sup>106</sup>. Pour autant, des rivalités subsistent entre les deux puissances régionales en particulier s'agissant des voies d'exportation des hydrocarbures de la Caspienne ou du rôle de l'OTAN dans « l'étranger proche » de Moscou. Enfin, si l'Iran était dans les années 1990 une carte de la diplomatie russe dans ses négociations avec Ankara, il est désormais le symbole du rééquilibrage de la politique étrangère turque vers l'Est. Il y a donc un rapprochement, sur le fond, des positions d'Ankara et de Moscou sur le dossier nucléaire iranien. Est-on en train d'assister à une évolution similaire s'agissant des positions de Moscou et de Washington vis-à-vis du programme nucléaire iranien ?

---

<sup>102</sup> *Anatolia News Agency*, 7 janvier 2011.

<sup>103</sup> Voir Youri Roubinski, *op. cit.*, p. 68.

<sup>104</sup> Voir *Milliyet* website, Istanbul, in Turkish 18 janvier 2011, Accès via *BBC Monitoring*.

<sup>105</sup> Voir « Russia, Turkey could increase trade to \$100 bln over 5 yrs – Medvedev », *RIA Novosti*, 12 May 2010.

<sup>106</sup> Voir Sebnem Arsu, « Turkey's Pact With Russia Will Give It Nuclear Plant », *The New York Times*, 12 May 2010.

## II. LA PLACE DU MOYEN-ORIENT DANS LES RELATIONS RUSSO-AMERICAINES

L'arrivée au pouvoir du président Obama marque une rupture dans la politique iranienne de Washington. L'évolution progressive de la stratégie américaine rapproche la position de Washington de celle de Moscou. C'est tout le sens de la crise dans les relations irano-russes en 2010 qui apparaît alors comme une conséquence directe de la politique de *Reset* de l'administration Obama. Cette crise dans les relations irano-russes se traduit par le refus russe de vendre à l'Iran des missiles anti-missiles S-300 mais aussi par un changement de ton sur les intentions pacifiques ou non du programme nucléaire iranien. Cette période est marquée par la difficulté iranienne à convaincre les élites russes du bien-fondé de leur stratégie internationale de résistance aux ambitions hégémoniques de Washington. Un chercheur russe résume ainsi la stratégie iranienne vis-à-vis des puissances non-occidentales :

« Iranians urge Russia, China and other countries that pursue independent foreign policies to pool their efforts for a more effective response to Western pressure. Tehran is trying to portray the sanctions imposed by the United States and the European Union as aggressive actions directed not only against Iran but also against “all forces that resist Washington’s diktat” »<sup>107</sup>.

Cette stratégie iranienne incitant la Russie à construire un axe antiaméricain se heurte à des facteurs structurants de la diplomatie russe. D'abord, l'intérêt économique et géopolitique de la Russie est de faire prévaloir ses relations avec Washington sur celles entretenues avec Téhéran. Ensuite, il existe des intérêts communs de grandes puissances détentrices du droit de veto au Conseil de sécurité qui vont au-delà des relations de bon voisinage irano-russes. Cette connivence entre grandes puissances s'accompagne désormais d'un rapprochement limité mais réel des positions diplomatiques de Washington et de Moscou vis-à-vis de la guerre civile en Syrie et du dossier nucléaire iranien. Enfin, il existe un risque aux yeux de Moscou d'une réconciliation irano-américaine qui serait en quelque sorte le retour à la politique des deux piliers (*twin pillars policy*) de la présidence Nixon (1969-1974).

En outre, la stratégie régionale de Moscou comporte des risques inhérents à toute politique d'entente tous azimuts. Comment la Russie peut-elle, à long terme, concilier un rapprochement avec la République islamique d'Iran et une entente cordiale avec Israël ? Par ailleurs, en ayant une lecture idéologique du Printemps arabe perçu comme un ensemble de « soulèvements islamistes », la Russie risque d'être marginalisée, plus encore, après la fin des processus d'évolutions politiques au Moyen-Orient. En effet, Moscou doit surmonter son aversion pour les mouvements islamistes pour continuer à exister comme une puissance régionale influente au Moyen-Orient. Moscou est isolé dans le monde arabe par son soutien au régime du président Bachar Al-Assad ; la rencontre au Kremlin, le 31 juillet 2013, entre le prince Bandar Ben Sultan, chef des services de renseignements saoudiens, et le président Vladimir Poutine a suscité beaucoup de spéculations. Il est encore trop tôt pour savoir si cette rencontre marque un tournant dans les relations entre Moscou et Ryad et si les

---

<sup>107</sup> Andrey Baklanov, « The Iranian Key to the Middle East Door », op. cit.

spéculation sur une offre économique saoudienne à la Russie, pour favoriser une sortie de crise en Syrie, sont fondées. Ce qui est sûr c'est qu'il existe désormais une convergence de vues entre les deux pays sur le « coup d'Etat » contre le président Morsi en Egypte le 3 juillet 2013. La reprise en main de l'Etat égyptien par l'armée égyptienne et l'éviction du champ politique légal ont été saluées tout aussi bien à Moscou qu'à Ryad. Cela étant, la méfiance demeure une composante structurante dans les relations russo-saoudiennes notamment en raison de la crainte de Moscou d'un soutien saoudien à des groupes islamistes en Russie et de la rivalité persistante entre deux des principales puissances énergétiques sur la scène internationale. On retrouve également une rivalité dans le domaine gazier entre la Russie et le Qatar.

### III. LA QUESTION GAZIERE DANS LA STRATEGIE REGIONALE DE MOSCOU

La politique russe au Moyen-Orient se fonde également sur des intérêts énergétiques en général et gaziers en particulier. En effet, la Russie qui détient les premières réserves gazières mondiales, a placé le gaz au cœur de sa stratégie internationale notamment, à partir du début des années 2000, à la suite de l'arrivée de Vladimir Poutine au pouvoir. Dans ce domaine, la prise de décision est déterminée tout autant par des enjeux géopolitiques que par des critères économiques<sup>108</sup>. Les contrats gaziers sont utilisés par Moscou afin de renforcer les relations avec des partenaires régionaux comme la République islamique d'Iran ou la République arabe syrienne. Ces contrats sont de nature plus politiques qu'économiques et les entreprises russes impliquées sont souvent de taille moyenne et n'ont pas d'intérêts aux Etats-Unis. Cette imperméabilité entre, d'un côté, les investissements et les partenariats économiques tissés par les entreprises russes aux Etats-Unis et, de l'autre, les investissements russes dans des Etats qui font l'objet d'un régime de sanctions unilatérales et extraterritoriales américaines est une stratégie qui permet de préserver les intérêts économiques russes dans ces pays. N'ayant pas d'intérêts aux Etats-Unis, ces entreprises ne peuvent pas faire l'objet de mesures de rétorsion américaine. A titre d'illustration, on peut citer le contrat gazier signé par l'entreprise russe Zaroubejneft pour la mise en valeur du gisement de gaz naturel de Khayyam dont les réserves sont estimées à 260 milliards de mètres cubes<sup>109</sup>. Un autre contrat a été signé par une entreprise gazière russe de taille moyenne, Soyuzneftegaz, pour l'exploration des ressources syriennes *offshore* se situant à l'Est de la Méditerranée<sup>110</sup>. Le contrat s'élève à 90 millions de dollars pour une durée d'exploration de vingt-cinq ans. La dimension politique du contrat est liée à la situation politique instable de la Syrie avec une guerre civile qui dure depuis trois ans. Dans ce contexte de tensions politiques internes, la conclusion d'un contrat, même s'il est d'une envergure

<sup>108</sup> Intervention de Mikhail Krutikhin, RusEnergy, Moscou, à la conférence "EU Russia-US: Prospects of Cooperation in a Changing World", SWP, Berlin 19-20 juin 2013.

<sup>109</sup> « Les sociétés pétrolières russes reviennent en Iran », *La voix de la Russie*, 16 septembre 2013. Disponible : [http://french.ruvr.ru/2013\\_09\\_16/Les-societes-petrolieres-russes-rentrent-en-Iran-5740/](http://french.ruvr.ru/2013_09_16/Les-societes-petrolieres-russes-rentrent-en-Iran-5740/) (consulté le 13 janvier 2014).

<sup>110</sup> David Kashi, « Moscow Enters The Eastern Mediterranean Gas Fields: What's Really Behind Russia's Energy Deal With Syria ? », *International Business Times*, 3 janvier 2014. Disponible : <http://www.ibtimes.com/moscow-enters-eastern-mediterranean-gas-fields-whats-really-behind-russias-energy-deal-syria-1525244> (consulté le 13 janvier 2014).

financière limitée, est un geste politique fort de soutien de Moscou à un régime en difficulté sur son propre territoire.

Cet investissement a néanmoins une dimension économique même si elle n'est que secondaire. En effet, il s'agit pour la Russie de prendre position dans les ressources gazières *offshore* de Méditerranée orientale, une zone qui est perçue par l'Union européenne comme une alternative aux importations russes. Cette ambition de l'Union européenne de diversification de ses fournisseurs se heurte à la volonté de Moscou d'être un fournisseur avec un quasi-monopole sur les exportations gazières à destination des pays de l'Union européenne. *Last but not least*, le conflit en Syrie a une dimension gazière avec une rivalité pour le transit du gaz notamment entre le Qatar et la Russie. Le chercheur Fabrice Balanche explique à ce propos que « la Russie souhaite conserver sa position de monopole sur le marché européen tandis que la Turquie ambitionne de devenir un carrefour énergétique avec (...) le gaz du Moyen-Orient »<sup>111</sup>. Cette rivalité pour le transit du gaz au Moyen-Orient constitue donc l'un des enjeux de long terme de la crise syrienne.

### ➤ CONCLUSION : QUELLES SONT LES COOPERATIONS POSSIBLES ENTRE LA RUSSIE ET L'OCCIDENT FACE AUX CRISES DU MOYEN-ORIENT ?

Les objectifs poursuivis par Moscou au Moyen-Orient se fondent d'abord sur la volonté de préserver la stabilité régionale et sur la mise en œuvre d'une méthode diplomatique distincte de celle promue par les chancelleries occidentales. Cette indépendance diplomatique traduit la volonté de Moscou d'apparaître comme une voix alternative à l'Occident auprès d'opinions publiques au sein desquelles les courants de pensées anti-occidentalistes sont très représentés.

Dans quelle mesure les Etats occidentaux en général et la France en particulier peuvent-ils trouver un terrain d'entente à propos des principaux foyers de crise au Moyen-Orient ? Il s'agit d'évoquer ici les principaux dossiers qui préoccupent la France : le Liban, la Syrie, le conflit israélo-palestinien et, enfin, la crise autour du dossier nucléaire iranien. Dans tous ces dossiers, la Russie est-elle un obstacle au règlement politique des crises ou, au contraire, une puissance favorisant l'apaisement en empêchant une escalade militaire ?

Les tentatives ou les propositions de médiation de Moscou doivent être analysées dans le cadre de la politique interne russe. En effet, une position de « médiation » entre les parties en conflits permet de préserver des intérêts contradictoires sur la scène politique interne. Avec la France et les Etats-Unis, la convergence diplomatique s'est construite autour d'objectifs communs au Moyen-Orient comme la lutte contre les mouvements proches d'al-Qaïda, la lutte contre la prolifération nucléaire.

---

<sup>111</sup> Voir Fabrice Balanche, « Cartographie de la crise syrienne », Gremmo, Non daté. Disponible : <http://www.gremmo.mom.fr/sites/gremmo.mom.fr/files/Dossier%20cartographique.pdf> (consulté le 13 janvier 2014).

Avec la mise en œuvre d'une stratégie régionale réaliste par l'administration Obama, les divergences russo-américaines sur la meilleure méthode pour parvenir à la stabilisation régionale et lutter contre la prolifération nucléaire se sont réduites. En effet, elles portaient principalement sur l'opportunité ou non de recourir à la force, sous la forme d'une intervention militaire extérieure, pour régler les principaux foyers de crises régionales.

A la suite du refus de l'administration Obama de diriger une intervention militaire en Syrie à l'été 2013 et de la conclusion d'un accord intérimaire sur le nucléaire iranien, à Genève, en novembre 2013, on peut désormais parler d'une connivence russo-américaine au Moyen-Orient. La coopération avec la Russie s'impose en raison de son statut de puissance internationale que lui confère le droit de veto au Conseil de sécurité. De même, en raison de son statut de puissance dotée de l'arme nucléaire reconnue par le Traité de non-prolifération nucléaire (TNP), la Russie devient un partenaire incontournable pour le renforcement du régime juridique international de lutte contre la prolifération nucléaire. Enfin, la créativité diplomatique et la capacité à proposer des solutions diplomatiques innovantes font de la Russie une puissance régionale incontournable au Moyen-Orient.

Ainsi, la stratégie de « médiation » tous azimuts permet à la Russie d'apparaître comme une grande puissance offrant des solutions aux crises régionales. C'est à travers ce prisme qu'il faut comprendre l'appel russe de novembre 2012 à un dialogue irano-américain pour éviter une intervention militaire israélienne contre les installations nucléaires iraniennes<sup>112</sup>. Alors que la Russie se pose en principal défenseur de l'ordre étatique au Moyen-Orient, force est de constater que Moscou entretient des relations cordiales avec des acteurs non-étatiques comme le Hamas palestinien ou le Hezbollah libanais<sup>113</sup>.

En conclusion, la Russie a aussi un discours de diplomatie publique à géométrie variable en fonction de ses intérêts. Ces contradictions concernent notamment les relations avec les acteurs non-étatiques et l'utilisation politique des sanctions pour résoudre les crises régionales. *In fine*, les principales lignes de convergence entre la Russie et l'Occident au Moyen-Orient se construisent autour d'enjeux de sécurité comme la prolifération nucléaire et la lutte contre le terrorisme mais aussi autour de questions comme la protection des minorités ethniques et religieuses qu'ils s'agissent des Kurdes ou des chrétiens d'Orient. Pour un approfondissement de la coopération entre la Russie, l'UE et les Etats-Unis, il apparaît nécessaire de « désidéologiser » les approches diplomatiques russe et occidentale. Ce travail de rapprochement fondé sur des intérêts géopolitiques communs apparaît indispensable pour éviter l'effondrement de l'ordre étatique dans une région en crise.

---

<sup>112</sup> James Blitz and Charles Clover, "Moscow urges direct US-Iran talks", *Financial Times*, 11 November 2012.

<sup>113</sup> Talal Nizameddin, « Squaring the Middle East Triangle in Lebanon : Russia and the Iran-Syria Nexus », *The Slavonic and East European Review*, Vol. 86, No. 3, juillet 2008, pp. 475-500.

## ➤ BIBLIOGRAPHIE

### *Sources primaires*

- Entretiens, Université d'Etat d'Erevan, Arménie, octobre 2012.
- Entretiens, Centre pour le développement de la pensée islamique (*Markaz-e tamadon baraye to'seh fekr-e eslami*) ; *Institute for Palestine Studies*, Beyrouth, décembre 2012.

### *Sites internet*

- Eglise Orthodoxe de Russie. Site officiel du Département des affaires ecclésiastiques extérieures du Patriarcat de Moscou. Disponible : <https://mospat.ru/en/2013/05/27/news86150/>

### *Câbles diplomatiques publiés par WikiLeaks (disponible sur le site <http://cablegatesearch.net/>):*

- « Iran dominates Netanyahu's Visit to Moscow », US Embassy Moscow (Russia), 22 février 2010.
- « Russia Cbr Deputy Discusses Iran, Financial Legislation, And Regulatory Developments », US Embassy Moscow, 17 février 2010.
- « Russia May View Iran As A Potential Economic Rival, Not A Partner », US Embassy Moscow (Russia), 10 février 2010.
- « Gor Satisfied With London Conference on Afghanistan, Concerned about Demonstrations in Iran », US Embassy Moscow (Russia), 9 février 2010.
- « U/s Burns' Moscow Meetings », US Embassy Moscow (Russia), 22 janvier 2010.
- « Lieberman Discusses Trade and Iran in Moscow », US Embassy Moscow (Russia), 24 décembre 2009.
- « Moscow's Increasing Frustration With Tehran », US Embassy Moscow (Russia), 14 décembre 2009.
- « Response To Iran Sanctions Act Inquiry », US Embassy Moscow (Russia), 11 décembre 2009.
- « Iran Press/nuclear: Tehran Friday Prayer Speeches Focus On Nuclear Issue, Relations With Us », Iran RPO Dubai (Iran), 9 novembre 2009.
- « Medvedev, Putin, And Russia's Iran policy », US Embassy Moscow (Russia), 6 octobre 2009.
- « Russia's Dissonant Harmony In The Chorus On Iran », US Embassy Moscow (Russia), 18 septembre 2009.

- « Russian Analysts Tell A/s Gordon Anti-americanism Pillar Of Russian Foreign Policy », US Embassy Moscow (Russia), 16 septembre 2009.
- « Saudi Arabia Planning To Develop Nuclear Energy? », US Embassy Riyadh (Saudi Arabia), 14 septembre 2009.
- « (s) Demarche Delivered: Potential Hizballah-Iran Arms Transfer », US Embassy Moscow (Russia), 27 août 2009.
- « Sco And Bric Summits In Yekaterinburg: Economic Cooperation, Chinese Loans, Non-proliferation, And Multipolarity », US Embassy Moscow (Russia), 17 juin 2009.
- « Dfm Ryabkhov On Iranian Policy Review, S-300s », US Embassy Moscow (Russia), 13 mars 2009.
- « Russia Set On A Moscow Middle East Conference, Despite Limited Influence In The region », US Embassy Moscow (Russia), 27 février 2009.
- « Saudi Exchange With Russian Ambassador On Iran's Nuclear Plans », US Embassy Riyadh (Saudi Arabia), 28 janvier 2009.
- « Saudi Views On Iran », US Embassy Riyadh (Saudi Arabia), 10 janvier 2009.
- « Russia And The Islamic World Conference In Jeddah Points To Deepening Ties, Sets Stage For Un Meeting », US Consulate Jeddah (Saudi Arabia), 4 novembre 2008.
- « Russian Influence In Saudi Arabia Defies Limited Presence », US Embassy Riyadh (Saudi Arabia), 3 novembre 2008.
- « Mfa: Unsc Resolution Demonstrated Unity On Iran », US Embassy Moscow (Russia), 1er octobre 2008.
- « Russian Arms Sale To Saudi – Delayed », US Embassy Riyadh (Saudi Arabia), 24 juin 2008.
- « Russia-saudi Ties Remain Firm But Puzzling », US Embassy Moscow (Russia), 13 juin 2008.
- « Russia's Role In The Iran-syria-lebanon Triangle », US Embassy Moscow (Russia), 23 mai 2008.
- « Lebanon: Russia Sends Signal To Syria And Iran », US Embassy Moscow (Russia), 14 mai 2008.
- « Russian Views On Engagement With Iraq And Iran », US Embassy Moscow (Russia), 8 avril 2008.
- « (c) Lukoil Tells Ambassador Satterfield Iraq Can't Modernize Without Production Sharing Agreement », US Embassy Moscow (Russia), 3 avril 2008.
- « Moscow Understands Iranian Ambitions, Say Russian Experts », US Embassy Moscow (Russia), 25 mars 2008.
- « The Islamic Factor In Russian Foreign Policy », US Embassy Moscow (Russia), 19 mars 2008.

- « Russia Seeks Improved Ties With Gulf States », US Embassy Moscow (Russia), 3 décembre 2007.
- « Gazprom-owned Stroytransgaz On Syria, Other International Activities », US Embassy Moscow (Russia), 23 novembre 2007.
- « Saudi Prince Bandar Travels To Moscow To Discuss Regional Issues, Enhanced Cooperation », US Embassy Riyadh (Saudi Arabia), 12 août 2007.
- « Iran sanctions: Russia Has Filed Interim Report », US Embassy Moscow (Russia), 6 juin 2007.
- « Unofficial Saudi Reaction To Putin Visit: Clearly A Success », US Embassy Riyadh (Saudi Arabia), 16 février 2007.
- « Iran: meeting with Saudi Foreign Minister Saud al-Faisal », US Embassy Riyadh (Saudi Arabia), 8 février 1995.
- « Soviet Comments On Iran », US Embassy Tehran (Iran), 24 octobre 1979.

#### *Sources secondaires*

- AKSENYONOK Alexander, « Syria As a Mirror of the Changing World Order », *Russia in Global Affairs*, 15 avril 2013.
- ALLISON Roy, « Russia and Syria: explaining alignment with a regime in crisis », *International Affairs*, vol. 89, No. 4, 2013, pp. 795–823.
- AL-SHEIKH Safa, SKY Emma, « Is Iraq an Iranian Proxy? », *Foreign Affairs*, 11 October 2012
- AVON Dominique, « Le Proche et le Moyen-Orient. Un foyer de conflits depuis la fin de la Première Guerre mondiale », *Historiens-Géographes*, 2013.
- BAKLANOV Andrey, « The Iranian Key to the Middle East Door », *Russia in Global Affairs*, 27 octobre 2013.
- BASSIRI TABRIZI Aniseh, SANTINI HANAU Ruth, « EU Sanctions against Iran: new wine in old bottles? », *ISPI Analysis*, No. 97, March 2012. Disponible: [http://www.ispionline.it/it/documents/Analysis\\_97\\_2012.pdf](http://www.ispionline.it/it/documents/Analysis_97_2012.pdf) (consulté le 1er mai 2013).
- BAUCHARD Denis, « La Russie au Moyen-Orient », *Note de l'Ifri*, octobre 2012.
- BERMAN Ilan, « Tackling the Moscow-Tehran Connection », *The Journal of International Security Affairs*, No. 10, printemps 2006, 8 p.
- BROWN Carl (ed.), *Diplomacy in the Middle East. The International Relations of Regional and Outside Powers*, London/New York: I.B. Tauris, 2004, 365 p.
- CARRERE D'ENCAUSSE Hélène, *La politique soviétique au Moyen-Orient 1955-1975*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1975, 328 p.

- CARTER Hannah, Anoushiravan Ehteshami (eds), *The Middle East Relations with Russia and Asia*, London/New York: RoutledgeCurzon, 2004. CHARAP Samuel, "Russia, Syria and the Doctrine of Intervention", *Survival: Global Politics and Strategy*, vol. 55, No. 1, 2013, pp. 35-41.
- CHARILLON Frédéric, « Editorial : penser l'influence », *Lettre de l'IRSEM*, n°3, 2013.
- CLEMENT Olivier, *L'Eglise orthodoxe*, Paris, PUF, 2010.
- CURANOVIC Alicja, *The Religious Factor in Russia's Foreign Policy*, Routledge, London/New York, 2012.
- DANIEL Wallace L., *The Orthodox Church and Civil Society in Russia*, College Station: Texas A and M University Press, 2006, 251 p.
- DANNREUTHER Roland, "Russia and the Middle East: A Cold War Paradigm?", *Europe-Asia Studies*, Vol. 64, No. 3, May 2012, pp. 543–560.
- DODGE Toby, *Iraq. From war to a new authoritarianism*, London, The International Institute for Strategic Studies, 2012.
- DONALDSON Robert H., NOGEE Joseph, *The Foreign Policy of Russia. Changing Systems, Enduring Interests*, New York, M.E. Sharpe, 2009.
- DOWLATABADI Firouz, « Iran-Russie : jabejai nokhbegan, hamkari-ye rahbaran », (L'Iran et la Russie : changements au sein des élites, coopérations entre les dirigeants), *fasname -ye motale'at-e asiai-ye markazi va qafqaz*, (Central Asia and the Caucasus Review), No. 12, 1376 (hiver 1997).
- DUDOIGNON Stéphane A., « L'islam politique dans le Caucase et en Asie centrale : chronologie, sociologie, idéologie », in Marlène Laruelle et Sébastien Peyrouse (dir.), *Eclats d'Empires. Asie centrale, Caucase, Afghanistan*, Fayard, Paris, 2013, pp. 125-133.
- Eglise orthodoxe russe, *Les fondements de la doctrine sociale. Introduction par le Métropolite Cyrille de Smolensk et de Kaliningrad*, Les Editions du Cerf/Istina, Paris, 2007.
- ERSANLI B. & KORKMAZ V., « Russian Eurasianism: Model for Iran and Turkey ? », *Turkish Review of Eurasian Studies*, vol. 4, 2004, pp. 99-133.
- FAVAREL-GARRIGUES Gilles, ROUSSELET Kathy (dir.), *La Russie contemporaine*, Fayard, Paris, 2010.
- FENENKO Alexey, « After the Reset », *Russia in Global Affairs*, 15 avril 2013.
- FULTON Will, HOLLIDAY Joseph, WYER Sam, « Iranian strategy in Syria », Institute for War and Peace, mai 2013, 58 p.
- GEORGES Nael, "Chrétiens syriens et régime baassiste", Institut Médéa, 2011.
- GEORGES Nael, *Le droit des minorités : le cas des chrétiens en Orient arabe*, PUAM, Marseille, 2012.

- GLASSER Susan B., « Minister No. Sergei Lavrov and the blunt logic of Russian power », *Foreign Policy*, May/June 2013.
- GOLAN Galia, *Soviet Policies in the Middle East from World War Two to Gorbachev*, Cambridge University Press, 1990.
- GOLAN Galia, *Moscow and the Middle East. New Thinking on Regional Conflict*, The Royal Institute of International Affairs/Council on Foreign Relations Press, New York, 1992.
- HADAYA Sargon, « A Proxy War in Syria », *International Affairs (Moscow)*, No. 6, décembre 2013, pp. 169-178.
- HALBACH Uwe, "Vladimir Putin's Eurasian Union. A New Integration Project for the CIS Region?", *SWP Comments*, janvier 2012, 4 p.
- HALLIDAY Fred, *L'URSS et le monde arabe*, Paris, Le Sycomore, 1982, 126 p.
- International Crisis Group, "Spider Web: The Making and Unmaking of Iran Sanctions," *Middle East Report*, N°13825, February 2013.
- KALEJI Vali Kouzegar, « Common Goals and Interests of Iran and Russia in Syria », *Iran Review*, 17 February 2012.
- KATZ Mark N., "Russia and the Conflict in Syria: four myths", *Middle East Policy*, vol. XX, No. 2, été 2013, pp. 38-46.
- KATZ Mark N., « Russia and Iran », *Middle East Policy*, vol. 19, n° 3, 2012, pp. 54-64.
- KATZ Mark N., "Russia and anti-western regimes in the Middle East", *Amsterdam Law Forum*, vol. 3, No. 4, 2011, 3 p.
- KATZ Mark N., « Russian-Iranian Relations in the Ahmadinejad Era », *Middle East Journal*, Spring 2008.
- KAZARIAN Nicolas, « Chypre, les enjeux géopolitiques de l'axe orthodoxe », *Géopolitique*, juillet-août-septembre 2013, pp. 51-57.
- KEMPER Michael, CONERMANN Stephan (eds), *The Heritage of Soviet Oriental Studies*, London/New York, Routledge, 2011, 336 p.
- KIRILL Patriarch, « Russia's Spiritual Mission », *International Affairs*, Vol. 27, n° 2, 2011, pp. 6-16.
- KLEIN Margarete, "Russia and the Arab Spring. Foreign and Domestic Policy Challenges, *SWP Comments*, No. 3, février 2012, 8 p.
- KREUTZ Andrej, *Russia in the Middle East. Friend or Foe?*, Westport: Praeger, 2007, 222 p.
- KRASSIKOV Anatole, « La menace d'une idéologie « russe-orthodoxe » », *Etudes*, Tome 40, n° 10, 2005, pp. 321-328.

- HAJI MAHMOUD loussefi Amir, *Iran va rejime sionisti. az hamkari ta manaz'e* (L'Iran et le régime sioniste. De la coopération à la confrontation), Publication de l'université Imam Sadeq, Téhéran, 1382 (2002).
- HIDRAF Abdal Sadr, « negaresh-e Iran be gostaresh nato » (regard de l'Iran sur l'élargissement de l'OTAN), *faslname -ye motale'at-e asiai-ye markazi va qafqaz* (Central Asia and the Caucasus Review), No. 59, 1386 (Fall 2007), p. 98-103.
- LAQUEUR Walter, "Russia enters the Middle East", *Foreign Affairs*, Vol. 47, Issue 2, January 1969, p. 296-308.
- LARUELLE Marlène PEYROUSE Sébastien (dir.), *Eclats d'empires. Asie centrale, Caucase, Afghanistan*, Fayard, Paris, 2013.
- LARUELLE Marlène, « Russie : en quête de l'âme slave », *Alternatives internationales*, 2011/6.
- LARUELLE Marlène, *L'Idéologie eurasiste russe ou comment penser l'empire*, Paris, L'Harmattan, 1999.
- MALASHENKO Alexei, « The Islam Factor in Russia's Foreign Policy », *Russia in Global Affairs*, Vol. 5, No. 3, juillet-septembre 2007.
- MITROFANOVA Anastasia, « Le nouveau nationalisme en Russie », *Hérodote*, n° 144, 2012/1, p. 141-153.
- MONIAK-AZZOPARDI Agnieszka, *La Russie orthodoxe. Identité nationale dans la Russie post-communiste*, Paris, L'Harmattan, 2009, 437 p.
- NEKRASOV Andrei, "Russia's motives in Syria are not all geopolitical", *Financial Times*, 18 June 2013.
- NIZAMEDDIN Talal, « Squaring the Middle East Triangle in Lebanon : Russia and the Iran-Syria Nexus », *The Slavonic and East European Review*, Vol. 86, No. 3, juillet 2008, p. 475-500.
- NIZAMEDDIN Talal, *Russia and the Middle East. Towards a New Foreign Policy*, London: Hurst & Company, 1999, 296 p.
- OSAKARSSON Katerina, YETIV Steve A., "Russia and the Persian Gulf: Trade, Energy, and Interdependence", *The Middle East Journal*, Vol. 67, No. 3, été 2013, p. 381-403.
- PAPKOVA Irina, *The Orthodox Church and Russian Politics*, New York, Oxford University Press, 2011, 265 p.
- PARCHAMI Ali, « The 'Arab Spring': the view from Tehran », *Contemporary Politics*, Vol. 18, No. 1, mars 2012, pp. 35-52.
- PARKER John W., *Persian Dreams. Moscow and Tehran Since the Fall of the Shah*, Potomac Books, Washington, DC, 2009.
- PARSI Rouzbeh (ed.), *Iran: a revolutionary republic in transition*, Chaillot Papers, February 2012.

- PETROSYAN D., « The Situation in Syria and the Turkey-Armenia Protocols », *Noyan Tapan*, 17 septembre 2012.
- PICHON Frédéric, « La Syrie, quel enjeu pour la Russie ? », *Politique étrangère*, n°1, 2013, pp. 107-118.
- PRIMAKOV Evgueni, *Russia and the Arabs : Behind the Scenes in the Middle East from the Cold War to Now*, Basic Books, New York, 2009.
- PRIMAKOV Evgueni, *Le monde après le 11 septembre et la guerre en Irak*, Presses de la Renaissance, Paris, 2003.
- RO'I Yaacov (ed.), *The USSR and the Muslim World. Issues in Domestic and Foreign Policy*, London: George Allen & Unwin, 1984, 298 p.
- SAZHIN V., « Iran's Nuclear Programme: A Russian Perspective », in F. Heisbourg, P. Clawson et V. Sazhin, *Iran: The Moment of Truth*, Centre for European Policy Studies, « ESF Working Papers », n° 20, juin 2005.
- SHAPOURI Mahdi, SOLTANINEJAD Ahmad, « Russia and the Iranian Nuclear Dispute », *Iranian Review of Foreign Affairs*, Vol. 3, No. 4, Winter 2013, pp. 179-205.
- SHLAPENTOKH Dmitri, "A View from Russia: Moscow and Tehran's Complex Relationship", *Iran Regional Forum*, No. 4, June 2013, 6 p.
- STARR Richard F., "Russia and the Islamic Middle East", *Mediterranean Quarterly*, vol. 8, printemps 1997, pp. 163-175.
- TADJBAKHSI Shahrbanou, "The Persian Gulf and Afghanistan: Iran and Saudi Arabia's Rivalry Projected", *PRIO Paper*, No. 4, Peace Research Institute Oslo (PRIO), mars 2013, 58 p.
- TARAS Ray (ed.), *Russia's Identity in International Relations*, London/New York, Routledge, 2013.
- TEULE Herman, *Les Assyro-Chaldéens : chrétiens d'Irak, d'Iran et de Turquie*, Turnhout, Brepols, 2008, 239 p.
- TEULE Herman, EBIED Rifaat (eds), *Studies on the Christian Arabic heritage: in honour of Father Prof. Dr. Samir Khalil Samir S.I. at the occasion of his sixty-fifth birthday*, Leuven ; Dudley, MA : Peeters, 2004, xii-364 p.
- THUAL François, « Entretien. Chiisme et orthodoxie russe, un fort rôle identitaire », *Revue des deux mondes*, 7-8, juillet-août 2007, pp. 85-89.
- TRENIN Dmitri V., "The Mythical Alliance. Russia's Syria Policy", *The Carnegie Papers*, February 2013. Disponible: <http://carnegie.ru/publications/?fa=50909#> (Accès le 23 juillet 2013).
- TRENIN Dmitri V., MALASHENKO Aleksei V. (eds), *Russia's Restless Frontier. The Chechnya Factor in Post-Soviet Russia*, Washington D.C.: Carnegie Endowment for International Peace, 2004, 264 p.
- TSYGANKOV Andrei, *Russia's Foreign Policy. Change and Continuity in National Identity*, Lanham, Rowman & Littlefield Publishers, 2013.

- Valdai International Discussion Club, *Transformation in the Arab World and Russia's Interests*, Analytical Report, Moscou, juin 2012.
- VASSILIEV Alexei, *Russian Policy in the Middle East. From Messianism to Pragmatism*, Reading: Ithaca Press, 1993, 384 p.
- ZIBAKALAM Sadegh, "rais jomhur ayande ba parvande-ye hastei tshe mikonad?" (Iran's Next President and the Nuclear Dossier), *irdiplomacy.ir*, 2 ordibehesht 1392 (22 April 2013).
- ZVYAGELSKAYA Irina, « Beyond the 'Arab Spring'. Russia's Security Interests in the Middle East », *Note de l'Ifri*, juin 2012.

# LA PUISSANCE RUSSE AU MOYEN-ORIENT: RETOUR OU DÉCLIN INÉLUCTABLE?

Si une partie des élites occidentales, en particulier le courant idéologique des néoconservateurs, considère la Russie comme une menace permanente, force est de constater que la perception de la Russie dans le reste du monde est plus nuancée. Au Moyen-Orient, la Russie entretient des relations diplomatiques avec l'ensemble des acteurs étatiques régionaux même si la crise syrienne a contribué à creuser les divergences entre Moscou et les pétromonarchies du golfe Persique.

Le Moyen-Orient est intégré au sein du domaine « monde musulman » qui est l'un des grands ensembles parmi lesquels le président Poutine estime que la Russie a un rôle à jouer. Cette intégration de la diplomatie régionale du Kremlin dans une stratégie globale en direction du monde musulman s'explique d'abord par la perception des élites politiques russes d'une organisation du monde post-guerre froide suivant un schéma de type « choc des civilisations ».

Cette stratégie de la Russie inclut désormais un discours sur le retour à la « tradition » et la nécessité de préserver et de respecter la souveraineté des Etats sur la scène internationale.

**Clément THERME**

*Chercheur associé à l'EHESS.*



École Militaire  
1, place Joffre – Case 38 - 75700 Paris SP 07  
<http://www.defense.gouv.fr/irsem>